

Mordons les chiens de garde !

Revue de presse n°25

Juillet-septembre 2022

Antifascisme et antiracisme



Dessin d'Aurel (Politis)

Table des matières

La résistible montée de l'extrême droite	3
Meeting d'extrême droite annulé	4
Les 7 règles de la diffusion des idées racistes en France	5
OAS, ce groupuscule français qui voulait « casser du nègre et de l'Arabe », devant la justice	7
Procès OAS : cette violence raciste que personne n'assume.....	9
Préférence nationale, un remède de charlatan	23
L'extrême droite Chilienne à l'élection présidentielle du 21 novembre 2021.....	27
Contre la progression des idées d'extrême droite, la nécessité d'une contre-attaque.....	29
Des autodafés et des bonnes intentions	30
Le rôle de l'extrême droite : faire oublier la crise écologique	33
La peste Zemmour.....	34
Un odieux bâillonnement	36
Éric Zemmour : marionnette ou épouvantail.....	37
Les enjeux cachés de débats très médiatiques	39
Pays-Bas, il est urgent d'interdire les algorithmes racistes.....	40

La résistible montée de l'extrême droite

Le sentez-vous aussi ce parfum nauséabond de l'extrême droite qui se diffuse en Europe ? En France, dans les sondages réalisés en vue de l'élection présidentielle de 2022, Marine Le Pen et Éric Zemmour (toujours pas officiellement candidat [oui, il l'est, MN]) totalisent plus de 30% d'intentions de vote. On connaissait le projet du Rassemblement National, mais celui porté par E. Zemmour est encore plus dangereux par son extrémisme et son côté totalement décomplexé. Il porte ouvertement un projet nationaliste, raciste et même fasciste quand, le 16 octobre dernier, il s'en prend frontalement aux contre-pouvoirs qui auraient « pris le pouvoir », désignant expressément « la justice, les médias, les minorités ». Au-delà de sa personne, les thèmes qu'il porte se sont imposés dans le débat public, largement relayés par le gouvernement, de sorte qu'une véritable bataille culturelle est désormais engagée dans l'enseignement et la culture.

À un degré moindre, la Belgique n'y échappe pas vraiment. Même si l'extrême droite francophone reste pour l'heure marginale et fractionnée, un nouveau parti vient d'être lancé le 27 octobre, « Chez nous ». Ses fondateurs espèrent probablement surfer sur la vague française, comme en témoigne la présence de Jordan Bardella, président du Rassemblement National, lors de la conférence de presse de lancement. Côté flamand, on connaît l'implantation du Vlaams Belang, mais ce sont les réseaux d'extrême droite dans l'armée qui ont fait récemment l'actualité avec cette petite bombe lâchée par Serge Lipszyc, président du Comité R (le comité de contrôle des services de renseignement et de sécurité). Dans une interview à Wilfried, il a dénoncé la présence des réseaux d'extrême droite au sein de la Défense et, à propos de Jürgen Conings, se demande ouvertement s'il n'y avait pas « des gens au sein même de la structure de l'État qui avaient intérêt à ce qu'on ne le retrouve jamais ». Serge Lipszyc rappelle encore qu'un groupe Facebook de soutien avait rassemblé 40 000 personnes.

Les médias français sont visiblement mal pris et naviguent à vue pour tenter d'éviter deux reproches : celui de ne pas rendre compte de l'activité intense d'E. Zemmour, au risque d'être taxés de partialité, et celui de lui donner trop d'écho, au risque de participer à la diffusion de son message. En Belgique francophone, contrairement à la Flandre, les médias appliquent le cordon sanitaire qui consiste à refuser d'inviter l'extrême droite ou de lui donner la parole en direct. Ce rempart doit absolument être maintenu. On pourra objecter qu'il est d'une efficacité relative à l'heure des réseaux sociaux et des médias créés directement par les partis, mais il reste fondamental de ne pas contribuer à banaliser encore un peu plus cette parole d'extrême droite. Et d'autant plus nécessaire de combattre ces partis alors qu'ils montent en puissance dans plusieurs pays, avec le spectre d'une alliance au niveau européen.

Pierre-Arnaud PERROUTY, directeur
(Amnesty international)

Meeting d'extrême droite annulé

Belle victoire !

Suite à une forte mobilisation antifasciste, syndicale, associative et populaire, le nouveau parti d'extrême droite « Chez nous » a annulé son meeting de fondation qui devait avoir lieu ce soir « en région liégeoise ». Vu ce que ce parti défend (lire https://www.ptb.be/ce_qui_se_cache_derri_re_chez_nous), c'est une très bonne nouvelle.

Damien Robert, le président provincial du PTB : « Le mouvement communiste, avec Julien Lahaut, a initié une tradition en région liégeoise en empêchant les meetings du parti fasciste de Degrelle, l'ami d'Hitler. L'objectif était de ne pas permettre à ceux qui veulent voler la parole au peuple de pouvoir s'exprimer et de diffuser leur idéologie de la division. »

Cette tradition reste vive à Liège et on ne peut que remercier et encourager le front antifasciste à continuer son travail en collaboration avec les forces de gauche, dont le PTB, dans une dynamique d'unité qu'elle mène notamment avec la FGTB et la CSC.

Nous avons gagné la bataille du meeting. Mais c'est loin d'être fini. L'antifascisme convaincant, c'est aussi la capacité de gagner la bataille politique et de démasquer la démagogie sociale de ces fascistes qui mentent aux travailleurs pour tenter de les tromper.

« Chez nous » se présente comme un parti de travailleurs. Mais « Chez nous » ne fait pas partie du camp des travailleurs.

Avant de diriger « Chez nous », son porte-parole a été membre actif du MR, puis un membre de la direction du PP, qui était dirigé par le châtelain Modrikamen. Ce parti était plus libéral que le MR. Son programme ? Travailler jusqu'à 67 ans, bloquer les salaires et faire passer la TVA de 21 à 23 %.

Le dirigeant de « Chez nous » n'est pas encore un châtelain, mais il côtoie déjà les ultras riches. Sa profession étant « Gestionnaire de patrimoine et de fortunes », non seulement il les côtoie, mais il leur rend service.

« Chez nous » n'est pas le parti des travailleurs. Mais chez nous n'est pas non plus le parti des sans-emploi. Car aux chômeurs, le programme de ce parti demande de travailler non pas en échange d'un salaire, mais d'une monnaie de singe version fasciste appelée « Chèque terroir ». L'esclavage moderne, voici ce que les fascistes de « Chez nous » veulent.

Chez eux par contre, c'est chez les grands patrons. Car pour eux, le programme est clair, net, précis et avantageux. Car chez eux le taux d'imposition baissera à 22 %. Soit un taux beaucoup moins élevé que pour les travailleurs !

Pour conclure, nous devons rester modestes et vigilants. Nous avons gagné la bataille du meeting. Mais il faut gagner beaucoup plus. Les problèmes engendrés par cette société capitaliste sont profonds et dévastateurs. C'est donc dans la lutte sociale et contre les attaques répétées du gouvernement sur notre dignité et contre les droits démocratiques qu'on gagnera la lutte antifasciste.

No pasarán ! »



Les 7 règles de la diffusion des idées racistes en France

La diffusion des idées racistes en France semble être aujourd'hui une priorité nationale. Les racistes s'y emploient, ce qui est la moindre des choses. Mais l'effort des propagandistes d'une idée a des limites, en un temps où l'on se méfie des idées, et il a souvent besoin pour les dépasser, du concours de ses adversaires.

Là est l'aspect remarquable de la situation française : hommes politiques, journalistes et experts en tout genre ont su trouver ces dernières années des manières assez efficaces de faire servir leur antiracisme à une propagation plus intense des idées racistes. Aussi bien toutes les règles énoncées ici sont-elles déjà employées. Mais elles le sont souvent d'une manière empirique et anarchique, sans claire conscience de leur portée. Il a donc paru souhaitable, afin d'assurer leur efficacité maximale, de les présenter à leurs utilisateurs potentiels sous une forme explicite et systématique.

Règle 1. – Relevez quotidiennement les propos racistes et donnez-leur le maximum de publicité. Commentez-les abondamment, interrogez incessamment à leur propos grands de ce monde et hommes de la rue. Supposons par exemple qu'un leader raciste, s'adressant à ses troupes, laisse échapper qu'il y a chez nous beaucoup de chanteurs qui ont le teint basané et beaucoup de noms à consonance étrangère dans l'équipe de France de football. Vous pourriez considérer que cette information n'est vraiment pas un scoop et qu'il est banal, au surplus, qu'un raciste, parlant à des racistes, leur tienne des propos racistes. Cette attitude aurait une double conséquence fâcheuse : premièrement vous omettriez ainsi de manifester votre vigilance de tous les instants face à la diffusion des idées racistes ; deuxièmement, ces idées elles-mêmes se diffuseraient moins. Or l'important est qu'on en parle toujours, qu'elles fixent le cadre permanent de ce qu'on voit et de ce qu'on entend. Une idéologie, ce n'est pas d'abord des thèses, mais des évidences sensibles. Il n'est pas nécessaire que nous approuvions les idées des racistes.

Il suffit que nous voyions sans cesse ce qu'ils nous font voir, que nous parlions sans cesse de ce dont ils nous parlent, qu'en refusant leurs « idées » nous acceptions le donné qu'elles nous imposent.

Règle 2. – N'omettez jamais d'accompagner chacune de ces divulgations de votre indignation la plus vive. Cette règle est très importante à bien comprendre. Il s'agit d'assurer un triple effet : premièrement, les idées racistes doivent être banalisées par leur diffusion incessante ; deuxièmement, elles doivent être constamment dénoncées pour conserver en même temps leur pouvoir de scandale et d'attraction ; troisièmement, cette dénonciation doit elle-même apparaître comme une diabolisation, qui reproche aux racistes de dire ce qui est pourtant une banale évidence. Reprenons notre exemple : vous pourriez considérer comme anodin le besoin où est M. Le Pen de faire remarquer ce que tout le monde voit à l'oeil nu, que le gardien de l'équipe de France a la peau bien noire. Vous manquerez ainsi l'effet essentiel : prouver qu'on fait aux racistes un crime de dire une chose que tout le monde voit à l'oeil nu.

Règle 3. – Répétez en toutes circonstances : il y a un problème des immigrés qu'il faut régler si on veut enrayer le racisme. Les racistes ne vous en demandent pas plus : reconnaître que leur problème est bien un problème et « le » problème. Des problèmes avec des gens qui ont en commun d'avoir la peau colorée et de venir des anciennes colonies françaises, il y en a en effet beaucoup. Mais tout cela ne fait pas un problème immigrés, pour la simple raison qu'« immigré » est une notion floue qui recouvre des catégories hétérogènes, dont beaucoup de Français, nés en France de parents français. Demander qu'on règle par des mesures juridiques et politiques le « problème des immigrés » est demander une chose parfaitement impossible. Mais, en le faisant, premièrement, on donne consistance à la figure indéfinissable de l'indésirable, deuxièmement, on démontre qu'on est incapable de rien faire contre cet indésirable et que les racistes seuls proposent des solutions.

Règle 4. – Insistez bien sur l'idée que le racisme a lui-même une base objective, qu'il est l'effet de la crise et du chômage et qu'on ne peut le supprimer qu'en les supprimant. Vous lui donnez ainsi une légitimité scientifique. Et comme le chômage est maintenant une exigence structurelle de la bonne marche de nos économies, la conclusion s'en tire tout naturellement : si on ne peut supprimer la cause « profonde » du racisme, la seule chose à faire est de lui supprimer sa cause occasionnelle en renvoyant les immigrés chez eux par des lois racistes sereines et objectives. Si un esprit superficiel vous objecte que divers pays ayant des taux

de chômage voisins n'ont pas de débordements racistes comme chez nous, invitez-le à chercher ce qui peut bien différencier ces pays du nôtre. La réponse va de soi : c'est qu'ils n'ont pas comme nous trop d'immigrés.

Règle 5. – Ajoutez que le racisme est le fait des couches sociales fragilisées par la modernisation économique, des attardés du progrès, des « petits Blancs », etc. Cette règle complète la précédente. Elle a l'avantage supplémentaire de montrer que les antiracistes ont, pour stigmatiser les « arriérés » du racisme, les mêmes réflexes que ceux-ci à l'égard des « races inférieures » et de conforter ainsi ces « arriérés » dans leur double mépris pour les races inférieures et pour les antiracistes des beaux quartiers qui prétendent leur faire la leçon.

Règle 6. – Appelez au consensus de tous les hommes politiques responsables contre les propos racistes. Invitez sans trêve les hommes du pouvoir à s'en démarquer absolument. Il importe en effet que ces politiciens reçoivent le brevet d'antiracisme qui leur permettra d'appliquer avec fermeté et d'améliorer, si besoin est, les lois racistes destinées, bien sûr, à enrayer le racisme. Il importe aussi que l'extrême droite raciste apparaisse comme la seule force conséquente et qui ose dire tout haut ce que les autres pensent tout bas ou proposer franchement ce qu'ils font honteusement. Il importe enfin qu'elle apparaisse être, pour cela seul, victime de la conjuration de tous les gens en place.

Règle 7. – Demandez des nouvelles lois antiracistes qui permettent de sanctionner l'intention même d'exciter au racisme, un mode de scrutin qui empêche l'extrême droite d'avoir des sièges au Parlement et toutes mesures du même ordre. D'abord, des lois répressives peuvent toujours resservir. Ensuite, vous prouverez que votre légalité républicaine se plie à toutes les commodités des circonstances. Enfin, vous consacrerez les racistes dans leur rôle de martyrs de la vérité, réprimés pour délit d'opinion par des gens qui font les lois à leur convenance.

Il s'agit, en bref, d'aider la diffusion du racisme de trois manières : en divulguant au maximum sa vision du monde, en lui donnant la palme du martyr, en montrant que seul le racisme propre peut nous préserver du racisme sale. On s'emploie déjà, avec des succès appréciables, à cette triple tâche. Mais, avec de la méthode, on peut toujours faire mieux.

Jacques RANCIÈRE, 19 octobre 2021, *professeur de philosophie à l'université Paris VIII (Investig'Action)*

Source : Tribune parue dans Le Monde du 21 mars 1997, ressortie par Les Crises car plus que jamais d'actualité !

OAS, ce groupuscule français qui voulait « casser du nègre et de l'Arabe », devant la justice

Le groupuscule d'ultradroite, démantelé en 2017, prévoyait des actions violentes, notamment d'attenter à la vie d'hommes politiques français.



L'objectif de l'Organisation des armées sociales est de « lutter contre l'islamisation de la France » (AFP)

Depuis le mardi 21 septembre, comparaissent devant le tribunal correctionnel de Paris les six membres d'un groupe d'ultradroite, l'Organisation des armées sociales (OAS), poursuivis notamment pour « association de malfaiteurs terroriste criminelle » et « apologie du terrorisme ».

Ce procès, selon le quotidien *Le Monde*, « met en lumière la montée en puissance d'une droite extrême prête à franchir le pas de la violence ».



France : l'OAS reste un marqueur pour l'ultradroite

Le groupuscule, dont le sigle rappelle l'Organisation de l'armée secrète des irréductibles de l'Algérie française, qui fera de nombreuses victimes algériennes et françaises à la fin de la guerre d'indépendance algérienne, a été fondée courant 2006, rappelle le magazine *Marianne*.

L'objectif de l'Organisation des armées sociales est de « lutter contre l'islamisation de la France » et « enclencher la rémigration basée sur la terreur ». Les moyens ? Des actes de violence contre les « Arabes » et les « nègres », contre les restaurants indiens ou les kebabs.

L'organisation voulait aussi cibler des personnalités politiques comme l'ancien ministre de l'Intérieur Christophe Castaner ou Jean-Luc Mélenchon, le leader de la France insoumise.

Selon l'accusation, le groupuscule entendait « préparer physiquement, psychologiquement et matériellement des combattants [...] dans les perspectives d'une guerre raciale imminente ».

« Rebeux, blacks, racailles, migrants, dealers, djihadistes, toi aussi tu rêves de tous les tuer ? Nous en avons fait le vœu, rejoins-nous » : tel était le mot d'ordre inscrit sur les tracts saisis par les enquêteurs. Sur d'autres tracts, un appel : « On recrute des chasseurs d'Arabes ».

Les neuf acolytes, âgés de 23 à 33 ans, s'organisaient comme un groupe clandestin qui prévoyait de financer ses opérations par du vol et du racket. Mais le groupuscule est démantelé en juin 2017 avec l'arrestation de son chef, Logan Nisin.

Admirateur d'Anders Behring Breivik

« Logan Nisin est chaudronnier, vit à Vitrolles [Bouches-du-Rhône] chez sa mère et est déjà fiché S pour son appartenance à divers mouvements d'ultradroite », rapporte le quotidien *20 Minutes*.

Le jeune Logan Nisin avait rejoint plusieurs organisations d'ultradroite, comme le Mouvement populaire pour une nouvelle aurore (MPNA) ou l'organisation royaliste Action française. Il était également animateur d'un groupe sur Facebook à la gloire d'Anders Behring Breivik, auteur néonazi de la tuerie qui a fait 77 morts en Norvège en 2011.

Les autres membres du groupuscule, selon *Le Monde*, ont fréquenté d'autres mouvements du genre, comme la Dissidence française ou le Parti de la France, et l'un d'eux avait animé un blog néonazi alors qu'il était âgé de 14 ans. Un autre a déjà été condamné pour des tags antisémites.



Nos djihadistes et les leurs

Devant les juges, raconte *France Inter*, Logan Nisin qui a passé quatre ans en détention préventive, explique ses motivations par « les regards de travers » quand il rentre chez lui, « le vomis et les préservatifs usagés dans le hall de son immeuble », le « harcèlement » subi à l'école. Tous ces méfaits, dit-il, ont des auteurs « maghrébins ».

« Ce sont des choses qui ont pu me rendre xénophobe », déclare-t-il à la juge. Aujourd'hui, il assure avoir changé après avoir fréquenté des musulmans en détention. « J'ai essentialisé par

ignorance. »

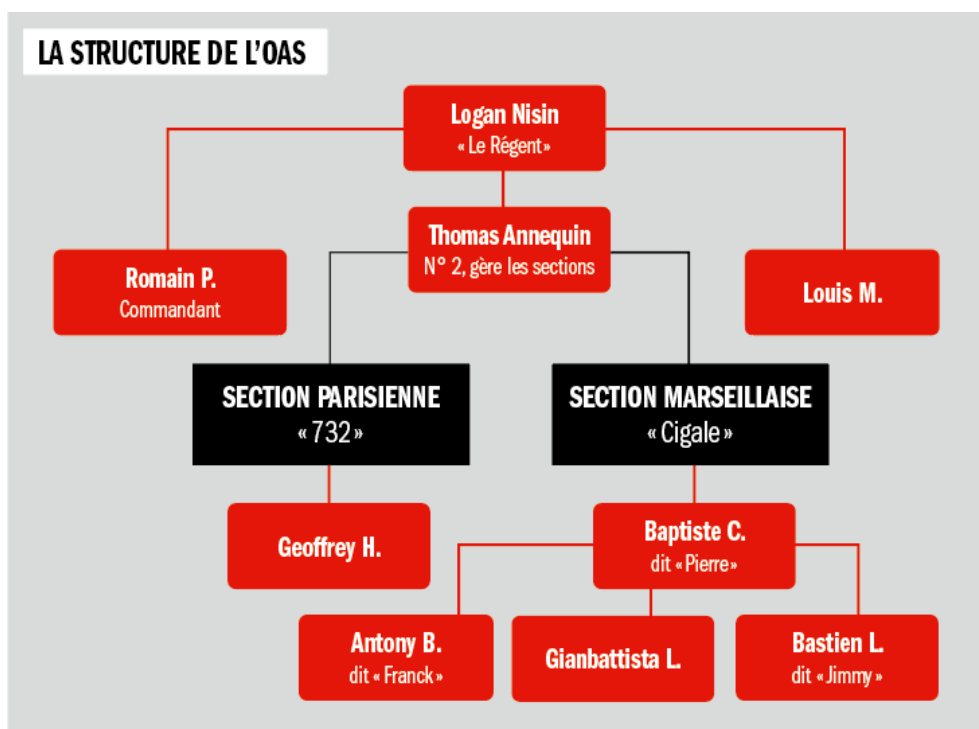
Et quand la magistrate lui fait remarquer le caractère xénophobe d'autocollants (avec l'inscription « ARAB » pour « *all racailles all bastards* », autrement dit « toutes les racailles sont des bâtards »), chez l'un de ses complices, Logan Nisin répond : « Tout le monde a tenu des propos xénophobes. J'en ai tenu. Tous les accusés en ont tenu. Mais à l'extrême droite tout le monde tient des propos xénophobes qui incitent à la haine envers les Africains, les musulmans ou les Maghrébins. Mais tout le monde le sait ! ».

Le procès doit durer deux semaines.

MEE, mercredi 22 septembre 2021

<https://www.middleeasteye.net/fr/actu-et-enquetes/france-oas-ultradroite-racisme-violence-groupuscule-terrorisme>

Procès OAS : cette violence raciste que personne n'assume



À l'ouverture du procès de l'OAS, on effleure les détails d'un mouvement ultra organisé créé pour « faire la chasse aux arabes ». Les accusés tentent d'esquiver la nature violemment raciste du groupuscule auquel ils ont participé.

Six jeunes hommes comparaissent pour « association de malfaiteurs terroriste » ce mardi 21 septembre au tribunal judiciaire de Paris. Ils risquent jusqu'à dix ans de *réclusion criminelle*. Tous ont défilé à la barre pour dire à quel point ils regrettaient leur engagement dans le groupuscule nommé OAS, pour « organisation des armées sociales ».

Thomas A., Romain P., Geoffrey H., Louis M. et Anthony B., militants d'extrême droite – sauf le dernier – minimisent leur participation à ce groupuscule extrêmement *organisé* qui prévoyait des *attaques violentes* contre des *musulmans*, des kebabs et des hommes politiques – Christophe Castaner et Jean-Luc Mélenchon. Certains font valoir une circonstance atténuante et les incohérences de leur parcours. Thomas A., aujourd'hui 23 ans, dit avoir été embarqué par « *quête de reconnaissance* » : « *J'ai eu des propos homophobes alors que je suis homosexuels !* » Geoffrey H., 29 ans, prétend qu'on lui a présenté l'organisation « *comme une solution face à la montée de l'islamisation en France* » mais qu'il était incapable d'agir. « *J'ai des idées de droite, mais je ne suis pas un terroriste* », dit-il. Pour sa part Louis M. dit qu'il n'a jamais adhéré réellement à l'OAS. Pourtant, dès ses 14 ans il anime un blog *néonazi* :

C'était une escroquerie, se défend-il. Je faisais croire qu'il y aurait un coup d'État et je faisais payer les gens pour financer un nouvel État. J'ai choisi l'extrême droite parce que je m'y sentais plus à l'aise au regard de mes influences familiales.

Ce jeune homme qui se tient comme un *soldat*, jambes écartées et mains derrière le dos, affirme tout de même « *aimer l'ordre et la discipline* ».

Xénophobes

Tous, sauf un : Logan Nisin. Derrière le boîtier vitré d'où le jeune homme s'exprime, entouré de policiers cagoulés, l'instigateur, le penseur et l'*architecte* de cette organisation assume. Du moins, en partie. Attiré par le néo-nazisme dès l'âge de 13 ans, « *parce que je me faisais harceler à l'école par des jeunes d'origine maghrébine et qu'on m'a présenté ça en me disant regarde eux comment ils ont fait* », explique-t-il.

À 17 ans, ce jeune homme qui s'exprime particulièrement bien, intègre, par le biais de rencontres sur les réseaux sociaux, le mouvement *Jeunesses nationalistes*. Quelque temps plus tard, il est arrêté pour des dégradations sur un radar.

- *J'ai suivi les ordres que m'avait donné mon chef de l'époque, s'explique-t-il*

- *Qui était votre chef?*, demande le président.

- *Je ne souhaite pas répondre à cette question*, clame Logan Nisin avec un *calme olympien*.

À la dissolution des *Jeunesses nationalistes*, Logan Nisin crée avec Olivier Bianciotto, le MPNA. Un groupuscule *ethno-différentialiste* et national-socialiste sur le modèle de l'Aube dorée grec.

Logan en est même le vice-président et le trésorier. C'est en janvier 2016 qu'il adhère à l'Action française alors que d'autres se tournent vers le Parti de la France (PdF).

À chaque fois que le président tente de lui faire préciser si ces engagements ou ces organisations ont un caractère raciste, Logan Nisin élude la question. Les autres ont aussi beaucoup de mal à accepter l'existence d'un *corpus idéologique* commun.

Même lorsque M. Nisin évoque son engagement dans le projet « France village » que l'instigateur vante sur internet comme une façon de participer « à sauver la race blanche », Logan Nisin explique qu'il s'agit simplement de se retrouver entre gens qui pensent la même chose : « *C'est comme les personnes de gauche qui préfèrent se retrouver entre personnes de gauche...* »

Ce n'est qu'à force de pousser les questions sur des détails que les choses finissent petit à petit par être ouvertement dites. Comme cet autocollant retrouvé chez Geoffrey H. où il est inscrit : *ARAB pour all racailles all bastards*.

- *Qu'est ce que ça veut dire*, demande la procureur.

- *Que toutes les racailles sont des batards*, répond Logan Nisin

- *Mais encore... il y a bien écrit ARAB !*, s'agace-t-elle.

- *Oui... on comprend le message. C'est xénophobe. Tout le monde a tenu des propos xénophobes. J'en ai tenu. Tous les accusés en ont tenu. Mais à l'extrême droite tout le monde tient des propos xénophobes qui incitent à la haine envers les africains, les musulmans ou les maghrébins. Mais tout le monde le sait !*, fini-t-il par lâcher avant de s'en expliquer : *Je me faisais harceler par des jeunes d'origine maghrébine. Quand je rentrais chez moi, ça sentait l'urine dans mon hall d'immeuble. Toutes les personnes me regardaient de travers. J'appelais le 17 mais personne ne venait. J'ai subi du harcèlement scolaire de mes 8 ans à mes 14 ans. La plupart des enfants étaient maghrébins : ça laisse des traces madame !* »

Une organisation bien pensée

Mais la complexité et l'aboutissement du projet pensé par ce jeune homme qui, habillé d'une chemise claire, le visage orné de lunettes fines, ressemble plus à un jeune geek qu'à un soldat néonazi, fait tout de même froid dans le dos.

L'Organisation armée sociale (OAS) ne devait être qu'une partie d'une organisation bien plus vaste appelée Esperanta, au sein de laquelle devait aussi émerger un pôle communication nommée « *National media center* », nom qui ressemble étrangement au Media center de l'État islamique bien que Logan Nisin réfute une quelconque inspiration.

L'organigramme de l'OAS se divise en *deux grands étages*. Celui du *commandement de l'action locale* et celui du *chargé de mission*. Logan Nisin a même écrit deux manuels pour chacun.

Deux personnes devaient prendre la tête du commandement de l'action locale divisée en deux pôles : l'action *discrète* et le pôle « *autonome* ».

La première est composée de sous-groupes appelés « sections », toutes dirigées par des chargés de mission. Leur supérieur, le commandant d'action locale, est la *pierre angulaire* de l'organisation : il dirige et coordonne toutes les sections, leur confie des missions et reçoit sa ligne directement du *Régent*, le chef ultime de l'organisation.

Les sections sont composées de *5 à 10 membres maximum*. Elles ne doivent pas entrer en contact les unes avec les autres et le commandant ne doit pas entrer en contact avec les simples militants. Le rôle du commandant est de donner une dynamique aux sections. « *Plus qu'un grade : c'est une lourde responsabilité* », précise même le manuel.

Le groupe « autonome » est composé de militants qui ont suffisamment prouvé leur valeur pour ne plus dépendre d'aucune section et ont pour *interdiction* de parler de leurs activités à quiconque.

Le chargé de mission est le grade en dessous du commandant. Il gère donc une section locale et peut développer une spécialité. Il doit gérer un groupe de militants, animer son équipe, la former et l'entraîner physiquement mais aussi *psychologiquement* pour la préparer à la commission d'*actes illégaux et violents*. Tous

les militants doivent prêter allégeance avant d'entrer et un protocole de recrutement strict a été mis en place pour éviter les infiltrations...

Une organisation qui ressemble à s'y méprendre à l'OAS historique. Logan Nisin prétend pourtant ne pas s'en être inspiré. Et ce, même s'il assume la filiation idéologique avec ce groupe paramilitaire qui a combattu le FLN algérien qualifié par Logan Nisin de « *djihadiste* ». D'après lui, « *le FLN s'était revendiqué de l'islam politique pour expulser les Français d'Algérie. Eux-mêmes se disaient moudjahidin* ».

Pour autant, le jeune homme de 25 ans dément avoir été aidé par des anciens de ce groupe qu'il a pourtant rencontré.

-Vous maîtrisez le cloisonnement, la clandestinité, la spécialisation des groupes en somme : la sécurité opérationnelle, s'étonne le président.

-On savait qu'on allait faire des choses illégales. Toutes les organisations clandestines fonctionnent sur un modèle similaire, répond Logan Nisin.

Mais qui est le Roi ?

Une question reste en suspens à la fin de cette audience : Qui devait réellement prendre la tête de cette organisation ? Logan Nisin dans une réflexion particulièrement élaborée explique qu'il ne pouvait pas l'être parce qu'il n'avait pas la carrure. Il dit avoir choisi le terme de Régent parce qu'il « *fallait un nom pas très répandu. C'est un titre de propagande comme dans 1984 de Georges Orwell : Bigbrother, personne ne l'a jamais vu mais tout le monde le connaît.* »

- Un régent c'est une personne qui gouverne jusqu'à l'arrivée du roi, lui fait remarquer le président. Pendant votre audition vous avez dit ou fait croire qu'il y avait des gens au-dessus de vous...

- Ce qu'on ne connaît pas, on le mythifie, explique très froidement Logan Nisin. Je n'aurai pas été crédible à un poste comme celui-là : je me suis dit qu'il valait mieux créer un poste où personne ne sait qui est le chef...

Nadia SWEENY, publié le 21 septembre 2021

Procès OAS : « Je voulais être un martyr, un héros de ma cause.

»

Depuis deux jours Logan Nisin est interrogé sur son idéologie néo-nazie et ses projets d'attentats. Cette plongée dans le milieu nationaliste entre nostalgie de l'Algérie française, propagande ultra violente et préparatifs, dévoile une radicalisation qui rappelle celle des jihadistes.

C'est comme en cuisine », écrit Logan Nisin à Louis M., l'un de ses compagnons qui lui demande conseils sur le degré d'acide chlorhydrique nécessaire pour que ça marche. « *Je mets du 23% mais pas du 30. J'ai fait quatre supermarchés je n'ai trouvé que du 23.* » Logan, chef du groupuscule OAS – pour Organisations des Armées Sociales – s'étonne : lui en a trouvé. Il a même réussi finalement à créer une substance « *franchement stable* », s'en félicite et se plaint : « *Mon frigo pue l'acétone.* » Les deux confectionnent « *du peroxyde d'acétone* », ou TATP, un explosif très instable mais facile à faire avec des ingrédients accessibles. Surnommé par les jihadistes « *la mère de Satan* », il a été utilisé pour les attentats du 13 novembre, ceux de Bruxelles ou encore de Manchester...

Ce jeudi 23 septembre au troisième jour du procès de six jeunes hommes accusés d'association de *malfaiteurs terroriste* [...], on entre dans les détails des préparatifs. On absorbe des bribes d'éléments inquiétants mais dont on peine à déterminer l'état d'aboutissement réel. Dans le dossier lu en partie par le président de la 16ème chambre du tribunal correctionnel de Paris, il est question de caisses de grenades – jamais retrouvées. Ont-elles été commandées ? Pour quoi faire ? Au parloir à l'été 2017, alors qu'il vient d'être incarcéré, Logan évoque des synagogues. Il se procure un téléphone portable et communique avec son groupe qui s'affole. Thomas A. est prié de détruire les bouteilles d'acide qu'il était censé avoir acheté sur ordre de Logan, pour fabriquer un autre explosif, le RDX. Aujourd'hui, l'ancien chef de cette néo-OAS se défend :

« *J'ai juste dit d'acheter du matériel pour en fabriquer mais pas d'en fabriquer. On n'avait pas de cible. Pas de projet de faire exploser quelque chose. On fantasmait juste d'avoir des explosifs.* »

Seront pourtant évoqués le chantier de la mosquée de Vitrolles, le centre culturel musulman... et même d'égorger Christophe Castaner ou de s'en prendre à Jean-Luc Mélenchon. Ce que réfute le prévenu.

Ce qui est sûr, c'est que celui qui est encore en détention provisoire voulait acquérir des armes : Remington, fusil semi-automatique calibre 12, AK47, Beretta 92, Taurus – marque de revolver type magnum. « *Je viens d'une famille de tireurs sportifs. Je suis passionné d'armes* », dit-il. Dans d'autres messages, ce militant FN entre

2016 – 2017, prétend avoir pris contact avec des réseaux serbes. 2 500 euros le RPG, lance-roquette anti-char. Il explique auprès de son groupe, vouloir en ramener après un ou deux voyages fructueux en Bosnie. « C'est cher », commente un de ses amis.

D'innombrables références nazies

Comment trouver l'argent ? Ils imaginent des extorsions. Des braquages d'entreprises ou d'armureries. Quelques-unes sont repérées mais le commissariat est trop proche : ils pensent alors à crever les pneus des voitures de police.

Un projet global se dessine. Logan prétend que ce n'était qu'un fantasme. Que rien de tout ça n'est réel. Qu'il voulait juste se la raconter pour exister dans son milieu nationaliste, dans ce groupuscule dont il est le chef. Aucun élément ne vient effectivement prouver qu'il est vraiment entré en contact avec le milieu serbe. Mais il y a des calculs d'itinéraire. Un vol de voiture et de passeport pour passer la frontière. Une prise de contact avec des jeunes femmes pour conduire le véhicule. Fantasme de jeune en mal d'action violente ou groupe terroriste au bord du passage à l'acte ? Difficile à dire.

La propagande qu'ils distillent depuis plusieurs années sur les réseaux sociaux renvoie à des projets bien plus funestes qu'un simple délire de gamins. Au tribunal judiciaire de Paris, toute l'après-midi du mercredi 22 septembre a été consacrée à passer en revue le bain idéologique du groupe. Sur Facebook, Logan se définissait comme « chasseur à Utoya » – en référence au terroriste norvégien Anders Breivik, auteur d'un attentat qui a tué 77 personnes. « À cette époque, pour moi ce n'est qu'un chiffre », explique le chef du groupe qui écrivait sur les réseaux sociaux :

Je rêve d'un pays où on dépisterait les homosexuels à la naissance et on les exterminerait.

Chez lui la police retrouve plusieurs armes et un drapeau nazi. Il utilise aussi pour communiquer une boîte mail : klausbraun – en référence à Klaus Barbie et Eva Braun, la maîtresse d'Adolf Hitler. Par messages, ils se donnent du « Heil camarade »... Les références nazies sont innombrables et elles se mêlent aisément à celles de l'Algérie française.

Un imaginaire Algérie française

Déjà, la structuration de l'Organisation des Armées Sociales, pensée par Logan Nisin ressemble à l'OAS historique qu'il avoue avoir voulu régénérer. (Voir le résumé de l'audience du 21 septembre) Chaque membre doit remplir sa fiche de recrutement dans laquelle figure nom, prénom, adresse, sports pratiqués, section à laquelle il appartient. Lui est alors attribué un numéro de membre et un surnom... Maladroit pour un groupe qui se veut clandestin.

L'entrée dans cette organisation cloisonnée est marquée par une cérémonie de remise de bérets – une couleur en fonction de son rang. Un symbole inspiré du milieu militaire que ces jeunes puisent, là encore, dans l'imaginaire de la guerre d'Algérie qui apparaît de nouveau comme un événement particulièrement structurant pour les générations suivantes – qu'elles soient descendantes de ceux qui ont subi la colonisation comme de ceux qui l'ont défendu. « On est sympathisant de l'Algérie française à 100%. Pour nous, on ne soutient pas des terroristes mais des gens qui ont sauvé des membres de nos familles », explique Romain P qui occupe le grade de commandant dans le groupuscule. « On est tous pieds-noirs », ajoute-t-il.

« L'OAS est bien vu à l'extrême droite, renchérit Logan Nisin. Les choses qu'ils ont commises en France ne sont pas vraiment évoquées, on ne se concentre que sur les choses graves : ils ont défendu les français en Algérie et les harkis. »

L'architecte de la régénérescence fantasmée du groupe paramilitaire historique a même rencontré Philippe de Massey, ancien spécialiste du renseignement au sein de la 25^{ème} Division Parachutiste, condamné à 15 ans de prison pour sa participation au coup d'état contre de Gaulle en 1961 avant l'amnistie de 1968. « Il nous a raconté sa tentative de coup d'État. Comment ils étaient organisés », raconte depuis son box vitré le jeune homme qui prétend pourtant qu'il ne s'en est pas inspiré. Et se justifie :

Je suis petit fils d'une rapatriée, certes de Tunisie, mais c'est à peu près la même histoire. Ce qu'ils auraient pu faire à ma grand-mère... ça me déplaît. Il y a une dimension personnelle.

Ratonnade initiatique

La haine du monde arabo-musulman constitue le noyau dur de leur engagement. Autour gravite évidemment tout ce qui se rapporte à l'immigration, à l'altérité ethnique et idéologique. Les attentats jihadistes vont accentuer ce phénomène. Le 14 novembre 2015, Logan envoie un message à sa mère : « Je ne supporte plus ce pays gauchiste gangréné par les arabes. Soit je les tue tous, soit je quitte le pays. » Sur le téléphone portable de son ami Geoffrey H., assis aussi sur le banc des prévenus, sera retrouvée une photo de Logan sur fond bleu avec le message : « Ensemble pour le génocide. »

Tout est bon pour alimenter cette haine vorace. Logan utilise même l'affaire familiale de Geoffrey H. dont la sœur aurait « disparu » quelques jours. En réalité elle a fugué suite à une altercation violente avec son père, condamné plus tard pour coups et blessure. Logan, informé de la nature intrafamiliale de l'affaire va quand même répandre la rumeur d'un enlèvement « *par des arabes* ». Diffusant l'idée qu'elle est probablement dans une cave, en train de se faire violer... le message à son groupe est sans équivoque :

« *N'ayez aucune compassion pour les arabes. Ce sont nos ennemis, ils ne méritent que notre cruauté.* »

La procureure s'étouffe « *La veille de ces messages, vous échangez avec M. H. à propos de sa sœur. Il vous dit que c'est son père... pourtant, le lendemain vous construisez une autre histoire !* »

Et puis il y a le rite initiatique d'entrée dans l'OAS. La « *ratonnade* » que Logan définit comme « *un groupe qui frappe une personne, noire, maghrébine ou gauchiste* ». Un soir de 2017, ils partent à quatre avec Thomas A., bras droit de Logan, dans les rues de Marseille. Deux doivent être testés : l'un est mineur, il apparaît déterminé. Les ordres de Logan : « *Quand on trouve un maghrébin ou un africain : je veux que vous le frappiez et que vous contrôliez votre adrénaline. Je veux entendre les mouches voler pendant que vous frappez la personne.* » Un homme a le malheur de faire leur rencontre. Son profil ? « *Personne de couleur* », répond Logan mécaniquement. « *On se dit : allez c'est pour lui.* » Logan et Thomas regardent la scène : « *Pour qu'il n'y ait pas de problème particulier pour leur propre groupe évidemment... parce que pour l'homme « de couleur » c'est une autre affaire. Il reçoit d'abord un coup derrière la tête, se baisse et a le réflexe de partir en courant. Il sème les jeunes nazillons. Dans le tribunal Logan Nisin souffle alors : « Justice va être faite à cet homme et il ne le saura jamais »...*

Effet miroir

Logan Nisin qui ne rechigne pas à s'exprimer semble osciller entre une grande sincérité et l'impression qu'il ne réalise pas l'ampleur de ce dont il est question. Des projets d'attentats que tout le monde le soupçonne d'avoir imaginé et d'avoir tenté de mettre à exécution. Devant la police, puis le juge d'instruction, les plus jeunes recrues du groupe, 16 ans à l'époque, ont clairement évoqué un « *gros carnage projeté* » :

- *Logan voulait faire une tuerie de masse : à deux sur une moto, le mec derrière est armé : on passe à côté d'une mosquée et on tire dans le tas, déclare l'un des trois mineurs qui seront jugés devant un tribunal pour enfants.*

- *L'auriez-vous suivi ?* demande le policier

- *Je pense*

Le président questionne alors le principal accusé : « *Votre organisation a agrégé des jeunes mineurs particulièrement déterminés. Vous les poussez sans cesse vers l'action armée. Comment êtes-vous certain que l'un d'eux ne va pas faire un attentat comme celui de Nice ?* »

Logan explique que beaucoup ont projeté des idées qui ne sont pas les siennes. Le magistrat évoque alors un échange au parloir avec sa mère. Nous sommes en juillet 2017. Logan est incarcéré depuis quelques semaines :

- *J'aurai préféré prendre dix ans et avoir fusillé quelqu'un alors que là, je suis là pour rien, s'énerve-t-il. À cette époque il continue d'envoyer des messages à ses comparses pour les motiver.*

- *C'est peut-être un mal pour un bien : la police t'a sauvé la vie, lui dit sa mère.*

- *Ce sont des chiens de la République, la pire des races : un flic, c'est un voyou en uniforme.*

Le jeune homme qui paraissait jusque-là inflexible, vacille. Ne se sent pas bien. L'audience est suspendue.

Quand il revient derrière la vitre de son box, sa voix est tremblante : « *J'essaye de dire ma vérité d'hier avec ma réalité d'aujourd'hui. Nous étions des monstres. J'étais un monstre et j'en suis conscient. Je voulais être un martyr, un héros de ma cause.* »

Le président s'octroie alors une réflexion personnelle :

- *Quand j'ai lu ce dossier j'ai été fasciné par l'effet miroir de votre chemin initiatique avec celui des jihadistes. Dans votre construction intellectuelle vous êtes extrêmement proche de ceux que vous prétendez combattre et qui sont terroristes... Le terroriste ce n'est pas que l'autre...*

Logan répond calmement :

- *J'ai discuté avec des terroristes islamistes en détention et j'y ai vu des points communs. J'ai été radicalisé, c'est vrai. Mais moi, j'ai fait ça avec un sentiment patriotique. Ce n'est pas la même chose...*

Nadia SWEENY, publié le 24 septembre 2021

2021

« OAS » : Neuf ans ferme

Le 12 octobre, six jeunes d'ultradroite ont été condamnés pour association de malfaiteurs terroriste. Ce procès inédit soulève un dilemme : faut-il juger ces activistes comme les jihadistes ?

Au terme de dix jours d'un procès inédit, la 16^e chambre correctionnelle de Paris, spécialisée dans les affaires de terrorisme, a donc condamné à *neuf ans de prison ferme* Logan Nisin, chef de l'Organisation des armées sociales (OAS), un groupe de neuf jeunes hommes qui fomentaient des attaques terroristes. Thomas Annequin, bras droit de Nisin, écope de *sept ans ferme* avec mandat de dépôt : il retourne en prison. Les autres sont condamnés à cinq ans de prison avec plus ou moins de sursis en fonction de leur profil et des aménagements de peine : port du bracelet électronique. Au final, Logan Nisin reste en détention, trois autres y retournent – Thomas Annequin tout de suite après le procès, Romain Pugin et Anthony B. dans le mois suivant. Deux l'évitent de peu. *« Le tribunal veut rappeler la gravité extrême des faits reprochés, a déclaré le magistrat. Tous les éléments attestent d'une imminence du passage à l'acte. Ils ont tous et collectivement participé et représenté l'OAS. », a-t-il affirmé avant de rendre son délibéré.*

« Votre décision aura une portée significative », avait prévenu la procureure antiterroriste, mardi 5 octobre, lors de son réquisitoire. L'affaire « OAS » est en effet le premier dossier de terrorisme d'ultradroite jugé depuis les attentats jihadistes. Premier d'une vague de projets meurtriers stoppés in extremis par les services de police. Sept affaires et 48 personnes mises en examen. *« Avec cette affaire, vous voulez faire jurisprudence »,* soupçonnait M^e Michaël Bendavid, conseil de Thomas Annequin, lors de sa plaidoirie. *« Prenez garde : une justice pour l'exemple n'est plus la justice »,* renchérit M^e Gabriel Duménil, défenseur de Romain Pugin, condamné à 5 ans ferme. *« Ne cédez pas à la pression médiatique ni à celle de l'opinion publique ! »,* a imploré M^e Mourad Battikh, pour Antony B.

Mais la justice peut-elle vivre en dehors de son temps ? Pour la procureure, il semble évident que non. *« La montée en puissance exceptionnelle de la menace terroriste d'ultradroite est une réalité concrète et tangible qui s'impose à nous tous. C'est la première menace endogène aux États-Unis et en Allemagne »,* a-t-elle clamé lors de son réquisitoire, en assumant sans fard une *« analogie évidente pour tout œil averti : le terrorisme d'ultradroite et le terrorisme islamiste sont des idéologies jumelles dans leur constitution et leur structure, enfants d'une pensée totalitaire. Deux faces opposées de la même pièce fanatique ».*

Pour défendre leurs clients, durement impactés par ce rapprochement éloquent avec le phénomène jihadiste, les avocats ont tenté de déconstruire ce parallèle *« qui ne sert qu'à requérir des peines lourdes. Il est l'instrument de nos regrets. On s'en veut de ne pas avoir su prévoir les attentats islamistes et on se dit : punissons, sinon, on nous le reprochera dans dix ans ! »,* s'étouffe M^e Jean-François Morant, conseil de Louis M. Un parallèle qui servirait à *« copier l'expérience »,* selon les mots de M^e Duménil. Celle de l'extrême sévérité des magistrats. Car les avocats savent à quel point la justice est dure avec les islamistes. Ils savent aussi que son arme principale réside dans *la définition même de l'infraction* d'association de malfaiteurs terroriste (AMT), confuse et fourre-tout.

Un dossier similaire impliquant la mouvance jihadiste se serait retrouvé aux assises.

Celle-ci est définie à l'article 421-2-1 du code pénal : *« Constitue également un acte de terrorisme le fait de participer à un groupement formé ou à une entente établie en vue de la préparation, caractérisée par un ou plusieurs faits matériels, d'un des actes de terrorisme mentionnés aux articles précédents. »* Créé en 1996 après les attentats du GIA algérien dans le RER parisien, l'AMT sanctionne ainsi la préparation avant tout passage à l'acte. Cette infraction dite *« obstacle »,* à caractère *préventif*, pose des questions évidentes : comment évaluer la détermination et la dangerosité d'une personne avant toute action ? Où placer le curseur ? Ne risque-t-on pas de tomber dans l'arbitraire ? Les avocats de la défense s'insurgent : *« On vous donne un pouvoir quasi discrétionnaire et c'est problématique, regrette M^e Duménil auprès des magistrats. L'AMT devait rester quelque chose de subsidiaire et c'est devenu systématique. »* M^e Bendavid renchérit : *« Depuis dix ans, on voit ce mouvement de sévérité. Ce qui vous conduisait en correctionnelle en 2013 vous emmène désormais en cour d'assises. »*

Or c'est justement sur ce critère que ni la crainte d'un parallèle excessif ni même la volonté de ne faire aucune distinction avec le phénomène jihadiste ne passent le test de la réalité effective. Plusieurs conseils avouent eux-mêmes qu'un dossier d'un groupe similaire à celui de l'OAS, mais dont les membres seraient issus de la mouvance jihadiste aurait été envoyé devant une cour d'assises. Jugé comme un crime et non comme un délit. *« Rarement nous avons atteint une telle matérialité dans un dossier d'AMT, a même admis la procureure lors de son réquisitoire. Le choix de la correctionnelle n'a pas été évident. »* Mais il a été fait. Cela

marque un traitement différencié : en correctionnelle, les peines sont limitées à dix ans. En cour d'assises elles peuvent monter jusqu'à trente...

Là encore, la justice ne vit pas en dehors de sa société ni de son actualité. Et ces dernières décennies, le terrorisme d'extrême droite n'a pas massivement tué sur le territoire français. La société n'y réagit donc pas avec autant de véhémence. Quand des personnes se réclament de Daech, notamment depuis 2015, elles ne peuvent ignorer le caractère terroriste et criminel de l'organisation à laquelle elles adhèrent. Les juges sont donc alors d'autant plus sévères. Durant le procès de ces six prévenus d'extrême droite, leurs *allégeances idéologiques* ont été passées au crible. Que dire d'un groupe aux inclinations nazies qui voue un culte au terroriste d'extrême droite *Anders Breivik*, lequel a tué 77 personnes ? Que dire de ceux qui se revendiquent d'une filiation avec l'Organisation armée secrète, groupe paramilitaire aux milliers de victimes dans les années 1960, mais dont les survivants ont pignon sur rue au sein de l'Association pour la défense des intérêts moraux et matériels des anciens détenus de l'Algérie française (Adimad) – à laquelle adhéraient deux des prévenus, dont Logan Nisin ? Que dire du discours de cette association pour qui la guerre d'Algérie ne s'est jamais arrêtée, pour qui cette guerre oppose désormais la France aux personnes d'origine maghrébine et aux musulmans ?

Que dire de notre *responsabilité collective*, quand les idées qui ont porté ces jeunes hommes à fomenter des attaques terroristes sont véhiculées tous les jours via tous les canaux possibles : théorie du « *grand remplacement* », invasion migratoire, guerre civile... « *Ce discours n'est plus cantonné à l'extrême droite*, plaide M^e Duménil. *Xavier Bertrand parle aussi de guerre civile.* » Pourquoi ces jeunes n'y croiraient-ils pas ? Pourquoi ne s'y prépareraient-ils pas ? Pourquoi ne se défendraient-ils pas contre cette prétendue « *épuration ethnique* » dont parle désormais la droite pour évoquer l'évolution sociologique des quartiers populaires ? Aujourd'hui, la justice a puni sévèrement ces jeunes hommes au bord du passage à l'acte, mais il a sans aucun doute manqué bien des personnes sur le banc des accusés...

[...]

Nadia SWEENEY, publié le 12 octobre 2021

Logan Nisin, le Régent

Il est le chef. Le cerveau de ce projet fou : régénérer l'OAS pour s'attaquer aux « Arabes ». Déclencher la « remigration par la terreur ». Portrait d'un néonazi prêt à passer à l'acte, condamné à 9 ans de prison ferme.

Derrière le box vitré réservé aux détenus, Logan Nisin, 25 ans, a l'air inoffensif. Sa mèche de cheveux est plaquée sur le côté : il a gardé la même coupe que sur les photos où il rayonne aux côtés de Marion Maréchal le Pen. Mais son visage est désormais bouffi : on y lit les *épreuves de l'incarcération*. Déjà plus de quatre ans qu'il est en détention provisoire. Quelques mois après son arrivée à la maison d'arrêt d'Osny, en juillet 2017, il est ciblé par des détenus qui ont eu vent des raisons de sa détention. *Tabassé*, il est transféré aux Beaumettes et placé à l'isolement. Dur d'être *un faf en taule*.

Harcèlement scolaire

Au tribunal, derrière ses fines lunettes, Logan Nisin plisse frénétiquement les yeux. Ses tics, apparus suite au harcèlement scolaire dont il a été *victime enfant*, sont toujours bien présents. « *La plupart de mes harceleurs étaient maghrébins. Ça laisse des traces !* », explique-t-il. Aîné d'une fratrie de trois, solitaire, maladroit et taciturne, selon sa mère, Logan baigne dans une famille de la classe populaire – son père est restaurateur et sa mère auxiliaire de vie – acquise aux idées d'extrême droite. Il navigue dans la *violence familiale* de parents divorcés et semble tomber dans le nazisme comme Obélix dans la potion magique. Dès 13 ans, c'est un copain du collège qui, dit-il, lui fait découvrir « *ce groupe-là qui se faisait respecter.* » Il refuse de reconnaître un lien idéologique et prétend s'en être détourné grâce au film « *Nuit et brouillard* ».

Pourtant, la multitude de références au *IIIe Reich* trouvée dans ses affaires ne laisse aucune place au doute. En 2013, le jeune néonazi part une semaine en camp « *survivaliste* » avec les *Jeunesses Nationalistes* et rentre « *remonter comme un coucou, la tête pleine de choses* », se souvient sa mère. C'est auprès d'eux que Logan prend le surnom d'Edouard, en référence au roi d'Angleterre. Il l'utilisera notamment sur les réseaux sociaux comme pseudonyme. Il adhère à l'*Œuvre française* – dissoute après le meurtre de Clément Méric – puis co-crée en mars 2014, le MPNA – *Mouvement Populaire Nouvelle Aurore* – sur le modèle des néo-nazis grecs.

Fiché S depuis 2014

« *Ma vie était partagée entre les études et le militantisme* », se souvient-il. Mais Logan ne trouve pas sa voie professionnelle : après être passé d'une filière à l'autre pour éviter le harcèlement, il obtient un bac pro en chaudronnerie industrielle puis tente de reprendre des *études universitaires*. Il veut faire *du droit*. Mais les lacunes accumulées sont trop importantes. Logan lâche en 2016. Le *militantisme* prend alors toute la place : il n'a aucun loisir. Dès octobre 2015, il flirte avec le *Parti de la France*, mais a du mal à s'entendre avec l'équipe. En 2016, il adhère au Front national et à l'Action française. La multiplication de ses engagements dans des groupes radicalement différents questionne. Déçu par les uns et les autres, il semble les utiliser comme vivier de recrutement pour son projet à lui : la refonte de l'OAS. Le 16 novembre 2015, Logan envoie à Louis M. un SMS évocateur : « *Le projet de refondation de l'OAS est de plus en plus évoqué par beaucoup de monde.* » Logan voue aussi un culte absolu à *Anders Breivik* – figure héroïque à l'extrême droite. Il se nomme d'ailleurs Régent de son organisation, comme le terroriste norvégien s'était lui-même désigné après sa tuerie de masse qui a fait 77 morts. Le français anime même une page Facebook en soutien à son idole et sur laquelle il déverse sa haine. Ses propos déclenchent l'ouverture de l'enquête pour *apologie du terrorisme* qui va le mener en prison. Quelques mois plus tôt, il avait obtenu l'autorisation de détenir *une arme de catégorie C*, malgré qu'il soit *fiché S* depuis 2014. Ce n'est que lors de son *interpellation*, le 28 juin 2017 que les policiers découvrent le fameux *projet OAS*.

Structure paramilitaire

À la barre, Logan effleure avec pudeur le dessein fou qui a germé dans sa tête. Prendre les armes. Chasser les Arabes par la terreur. Le cloisonnement, la clandestinité, la spécialisation des groupes, les manuels d'organisation, l'entraînement, le financement via des projets d'extorsion d'entreprises, les techniques de recrutement, la cérémonie d'allégeance, le baptême du feu... il avait pensé à tout, « *grâce à mon expérience militante* », prétend-il. Sa structure paramilitaire reprend des fondamentaux de l'OAS historique avec *l'aval de certains anciens*. Logan était adhérent de l'ADIMAD – *Association pour la défense des intérêts moraux et matériels des anciens détenus de l'Algérie française*. On le voit, ci-dessous, lors d'une assemblée générale de l'association au cimetière de Marignane le 9 avril 2017, soit un peu plus de deux mois avant son arrestation.



Au premier semestre 2017, Logan rencontre à deux reprises, *Philippe de Massey*, ancien parachutiste, condamné à 15 ans de prison puis amnistié, pour la tentative de putsch contre de Gaulle. L'ancien de l'OAS

accepte de fournir à ce petit-fils d'une rapatriée de Tunisie et à son groupe, un *terrain d'entraînement*. Mais la mort le rattrape en mai 2017.

Le groupuscule OAS s'inspire aussi des recommandations laissées par Breivik dans son « *manuel* » : 2083, diffusée après son attentat et dans lequel il donne des clefs d'organisation pour les groupuscules terroristes qui veulent suivre son exemple. « *Chaque cellule est indépendante et autonome et n'est pas autorisée à avoir de contact direct avec le fondateur membres ou autres commandants/agents de cellule* », y lit-on. En réalité, tout y est : la structure opérationnelle, le cloisonnement, la justification de l'extorsion, le financement direct ou indirect par des groupes « amis ». « *Soyez très clair sur vos moyens non-violents tout en envoyant les signaux nécessaires.* » C'est dans cette veine qu'est créé *Occitan Squad*. Association domiciliée chez Louis M., dont l'objet officiel est de « *promouvoir, développer, informer et initier à la pratique de l'Airsoft de manière légale, responsable et sécuritaire.* » Son but réel est « *principalement logistique : recevoir et gérer des fonds et fournir un entraînement paramilitaire aux membres de l'OAS* », notent les enquêteurs.

Au procès, Logan esquivait avec habileté de nommer l'horreur crue de ses projets. *France Village – projet ethnique* pour « *sauver la race blanche* » n'a rien d'eugénique, promet le prévenu, trésorier de l'association. C'est juste que « *les gens de droite préfèrent être avec des gens de droite* ». L'OAS, c'était pour faire peur, rien de plus, dit-il en substance. « *On savait qu'on allait faire des choses illégales, mais dans mon esprit ce n'était pas une organisation terroriste.* »

Une attitude qui fait écho à l'analyse des psychologues quelques mois après son incarcération. Logan « *reconnaît les faits d'une manière banalisante* », sans « *aucun affect, ni émotion* », disent les experts dans l'ordonnance de renvoi que *Politis* s'est procuré. Les premiers mois, depuis la prison, il continue de donner des instructions à ses subalternes. « *Ils ont que dalle, tu nies tout. Fais le ménage chez toi*, dit-t-il à Thomas Annequin sur une ligne placée sur écoute. Et cet ordre : « *Faites ce qui doit être fait, que je ne sois pas en taule pour rien* ».

« *J'étais encore très radicalisé* », se défend-il. Comme en détention, Logan est calme, respectueux. Un premier de la classe aux projets effrayant : « *Faire exploser des mosquées* », avoue-t-il en garde-à-vue. Devant le juge, il dément et accuse les gendarmes de l'avoir poussé aux aveux. Mais les éléments s'accumulent : l'association *Occitan Squad* Le baptême du feu. Le contact en Bosnie pour acheter des armes. La liste des entreprises à extorquer. Le vol d'une voiture. D'un passeport. Les recettes d'explosifs. Les achats d'acide. Les tentatives d'en fabriquer... Parfois, sa cuirasse cède : « *Nous étions des monstres* », admet-il la voix tremblante. Puis, quelques heures plus tard, il se reprend : « *Ce n'était qu'un fantasme.* »

Nadia SWEENY, publié le 12 octobre 2021

Thomas Annequin, le bras droit

Il savait tout. Supervisait la quasi-totalité de l'équipe et impressionnait par sa carrure et sa posture ultraviolente. À 18 ans, il était le N°2 de l'OAS. Il a été condamné à 7 ans de prison ferme.

Pour la procureure antiterroriste, « *c'est lui qui dirige, coordonne et encadre tous les chargés de mission et donc de facto, toutes les sections militantes* ». Selon l'organisation pensée par Logan, Thomas Annequin, benjamin d'une fratrie de sept enfants, est commandant des actions locales. Il a alors 18 ans, une mère violente et un frère qui sombre dans la toxicomanie. Sa famille implose. Dans l'ultra droite, il se forge une réputation d'ultraviolent. « *Il était extrêmement radical : il fêtait l'anniversaire d'Hitler qu'il appelait « tonton » et voulait tuer sa sœur parce qu'elle projetait de changer de sexe : il l'appelait la chose* », se souvient une personne qui l'a connu à l'époque. Thomas se vante auprès de son groupe d'une agression pendant laquelle il aurait tapé si fort qu'il en avait mal aux phalanges. Qu'il y avait de sang partout. « *Des mensonges pour impressionner : c'est commun de mentir dans le milieu nationaliste* », dit-il aujourd'hui. Pour les psychologues, Thomas a un trouble du développement de la personnalité. En constante recherche de reconnaissance son développement affectif et intellectuel est immature. « *Il suit pour panser ses carences affectives et tenter d'en extirper la douleur* », notent les experts.

Devant le juge, celui qui dit avoir subis brimades et moqueries liés à son surpoids pendant son enfance, joue sur ce profil de « *suiveur* » que lui ont conféré les psychologues. « *J'ai accepté un rôle qui m'a été attribué* », dit-il. Pourtant, l'ancien responsable du Parti de la France pour la région Provence Alpes Côte d'Azur, est de tous les événements : le 3 septembre 2016, lors d'une cérémonie d'allégeance organisée chez Romain P. – n°3 – en région parisienne, il reçoit de Logan le *béret rouge* dévolue au grade de commandant. Dans l'armée, c'est celui des parachutistes... Pour honorer son nouveau rôle, il remet à son tour *deux bérets bleus* – la couleur des chefs de sections – à Geoffrey H. et Baptiste C. Ce dernier, mineur à l'époque est très

impressionné par Thomas Annequin : « *il est capable de tuer, d'égorger quelqu'un* », dit-il aux enquêteurs... Thomas est son supérieur hiérarchique. Il coordonne avec Logan, la *ratonnade* – baptême du feu – imposée à Anthony B. et Baptiste C. la nuit du 19 novembre 2016. Objectif : tester *la détermination* des recrues en leur ordonnant de s'en prendre à une personne de couleur, choisie au hasard.

Mais la justice le rattrape le 24 novembre 2016, Thomas Annequin est condamné pour des tags racistes : croix gammées, « Mort aux chiens d'arabes » ainsi que « Deus vult » – cri de guerre des croisés qu'il s'est fait tatouer sur le bras droit. Le tatouage a été dessiné par Logan : les deux jeunes hommes sont très proches. Sur Facebook, on retrouve leurs échanges de l'époque :



Thomas effectue ses travaux d'intérêts généraux à la mairie de Forcalquier dont l'édile, *Christophe Castaner*, suscite une *haine tenace* chez le jeune néonazi. Son tort : avoir accueilli une *famille syrienne*. À plusieurs reprises le militant expose à d'autres, ses projets de tendre un *guet-apens* à M. Castaner. C'est surtout Bastien C. qu'il tente d'embarquer dans son projet. « *Il connaissait ses trajets en voiture. Je devais traverser la route. Il se serait arrêté et il aurait tiré en voiture* », témoigne la jeune recrue.

Il a aussi plein d'idées pour gagner de l'argent et notamment : détrousser les gens chez eux, en se faisant passer pour *policiers*. Devant les juges celui qui compare leur *projet d'attaque* contre le chantier de la *mosquée* de Vitrolles à un « *sabotage à la Greenpeace* », se défend maladroitement : « *Je me suis laissé glisser vers ça, je ne pensais pas que les mots pouvaient se concrétiser en actes...* » Thomas baisse les yeux et charge son *ancien ami*. Pour son avocat, c'est *l'amour* qui l'a poussé dans les bras de l'extrême droite. D'abord pour Melchior, un jeune homme qui l'initie au milieu « *natio* », puis le met en contact avec Logan qui suscite ses nouvelles aspirations amoureuses *contrariées*. « *Je n'arrivais pas à me positionner en tant que facho et homosexuel* », dit-il aujourd'hui.

Mais Thomas a aussi une particularité : son frère, Fabien, détient légalement une quantité d'armes impressionnante. Des fusils d'assaut, des armes poing, des munitions... suffisamment pour faire des dégâts énormes. Jamais Thomas n'en volera un.

Arrêté en octobre 2017, il avait effacé les applications de communications cryptées, comme le lui avait demandé Logan. En 2019, la psychologue qui l'a reçu évoquait « une personnalité encore très fragile » et recommandait de le garder sous surveillance car il était susceptible « d'autres dérives ». Malgré son contrôle judiciaire, il commet un délit sans rapport avec l'affaire et est nouveau incarcéré pendant dix mois. Il était sorti de prison depuis avril 2020.

Nadia SWEENY, publié le 12 octobre 2021

Romain Pugin, commandant des actions discrètes

Numéro 3 de l'OAS, d'humeur instable, psychologiquement fragile, pétri de colère et profondément raciste, il est condamné à cinq ans de prison ferme.

De dix ans l'aîné du groupe, Romain Pugin, 33 ans aujourd'hui, occupe la troisième place de la hiérarchie du groupuscule OAS, avant d'être évincé progressivement par Logan Nisin, qui le trouve *émotionnellement instable*. Grand gaillard filiforme, effacé presque invisible, Romain Pugin a du mal à décrocher le regard de ses baskets. Ce benjamin d'une fratrie de deux, longe les couloirs du palais de justice comme *une ombre*, souvent enfouie dans sa doudoune sans manche, le visage dissimulé sous une casquette noire.

Scolarité chaotique

Issu d'une famille mixte, il est très proche de ses grands-parents paternels : son grand père est vietnamien et sa grand-mère *pied-noir d'Algérie*, dont une partie de la famille a été victime du FLN. Romain Pugin a grandi en Ile-de-France, au sein d'un foyer instable et voue une *haine tenace* à sa mère, femme sans emploi, qui « *rentrait bourrée le soir* » et pouvait être violente. « *Elle a pourri ma vie* », lance-t-il à la barre. Quand ses parents divorcent, le père, ingénieur informatique, récupère la garde des enfants.

Décrit par ses proches comme un enfant *docile*, presque soumis, c'est au cours de son adolescence qu'il devient *colérique* et bagarreur. Tellement, qu'il est volontairement placé par l'ASE jusqu'à sa majorité. Il fume le *cannabis* dès ses 12 ans et cesse totalement de voir sa mère. Sa scolarité est *chaotique* : il quitte les bancs de l'école à la fin de la 3^{ème} sans jamais se présenter au brevet. « *Je voulais travailler pour me faire de l'argent* », explique-t-il.

Il s'engage dans *l'armée de terre*, est affecté au troisième régiment des hussards en Allemagne avant de *désert*er au bout de six mois. L'armée le raye des cadres pour « *inadaptation à la vie militaire* ». Romain a du mal à gérer ses *sautes d'humeur*. Il prétend avoir été diagnostiqué *bipolaire*, mais la psychiatre qu'il rencontre en détention ne relève pas de pathologie particulière si ce n'est une personnalité « *carencée, abandonnique* » et « *immature* », des fragilités qui auraient rendu attirante à ses yeux « *une idéologie mettant en valeur une certaine caricature de la virilité* ».

Survivaliste

Pour ses 18 ans, le jeune homme part s'installer à Londres. Il vit dans une auberge de jeunesse pendant plus d'un an. Il affectionne cette ville puisqu'il y retourne en 2010 et y reste deux ans. Il est disc-jockey dans une boîte de nuit à Piccadilly Circus. C'est au retour que tout bascule. Il a 24 ans et s'installe chez sa mère qui ne parvient plus à payer son loyer. Il tente de *sauver* ses deux demi-sœurs d'une situation sociale difficile, enchaîne les *petits boulots* dans la grande distribution mais fini par quitter le domicile maternel pour s'installer dans une chambre de bonne à Paris. C'est à cette période, en 2013, que Romain Pugin rencontre Logan Nisin sur Facebook. Il intègre le MPNA – *groupe néo-nazi* crée par Logan Nisin et Olivier Bianciotto – et devient chef de section jusqu'à sa dissolution en 2015. Logan et lui militent alors à la *Dissidence française*. Romain fait aussi quelques missions dans la garde rapprochée de Jean-Marie Le Pen. Entre septembre 2016 et juin 2017 il est un « *mousquetaire* ».

C'est donc naturellement, qu'en septembre 2016 Romain s'inscrit dans le projet OAS. Celui qui se décrit « *100% pro Algérie française* », est attiré par l'image de l'OAS historique, qu'il admire pour avoir combattu, dit-il, et sauvé sa famille. La corde sensible de l'expérience *pied-noir* rend ce projet fou crédible et légitime à ses yeux. Romain devait diriger le groupe des autonomes – les individus de confiance chargés d'actions secrètes, superviser les extorsions des chefs d'entreprise et trouver des armes pour l'organisation. Il était censé partir en Europe de l'est pour aller chercher des armes de guerre. Progressivement Logan et Thomas l'écartent : il est *trop émotif*. Une partie de l'activité du groupe lui est caché, conformément au système de cloisonnement.

Devant les enquêteurs, Romain décrit Logan comme « *un ami et un confident* » avant de dire qu'il l'a *manipulé*. Sur les échanges de messages avec ses camarades, il a pourtant des propos particulièrement violents. Il écrit à Thomas Annequin : « *Il faut tous les buter ces nègres et ces bougnoules* ».

Sur son téléphone, la police retrouve une photo de lui cagoulé devant le drapeau du MPNA et quelques références nazies. Chez lui, un revolver à air comprimé et une carabine de chasse.

Pour celui qui se dit *survivaliste*, l'OAS était une sorte d'armée formée pour défendre la France en cas de *guerre civile*. Quand la procureure le questionne : « *Vous vous rendez-compte que ce n'est pas de la légitime défense à laquelle vous vous préparez : vous avez dépassé un stade.* » Il répond un laconique « *ça se pourrait* ». Au cours du procès, l'homme – de dix ans plus âgés que les autres prévenus – semble ne pas bien réaliser la *gravité des faits*. Prétendant, comme les autres, que tout n'était que fantasme il dit benoîtement : « *On était chez les bisounours* ».

En prises avec des angoisses et des idées suicidaires, Romain a aussi des réactions un peu paranoïaques. Sur son téléphone, il fait des recherches du type : « *Détecteur de micro* », « *détecteur de caméra espion* ». À la barre, il raconte qu'il avait eu peur d'une journaliste du *Monde* qui voulait lui parler à propos de Logan. Or ces recherches datent de février 2017. Logan n'a été arrêté que fin juin... Même réaction devant la psychologue du binôme d'accompagnement du SPIP, le service pénitentiaire d'insertion et de probation, qu'il *soupçonne* d'appartenir aux services de renseignement. En juillet dernier, il qualifiait encore l'État français de *communiste*...

Ses fragilités psychologiques le rattrapent pendant son année de *détention provisoire*. Il subit un *choc carcéral* qui l'emène en unité de soins psychiatriques. Il y reste dix jours puis est placé à l'isolement. « *L'isolement aurait généré une prise de conscience sur l'endoctrinement dont il a fait l'objet* », note le SPIP en 2018. « *C'est la pire descente aux enfers de ma vie* », se souvient Romain, la « *pire expérience que peut vivre un homme* ». Le magistrat interloqué : « *Pardon ? la pire expérience que peut vivre un homme ou la pire que vous ayez vécu ?* » Lorsque son avocat, Me Duménil, lui demande s'il a conscience qu'il risque dix ans de prison, il répond : « *Je préfère mourir* ». Il a pris cinq ans.

Nadia SWEENY, publié le 14 octobre 2021

Louis Mieczkowski, l'insaisissable

À la fois convaincu et menteur, artificier un jour, propagandiste un autre, Louis Mieczkowski tient une place peu claire au sein de l'OAS. Il est condamné à cinq ans de prison dont deux avec sursis et échappe à la réincarcération.

C'est l'énigme de ce procès. Louis Mieczkowski, 24 ans – 20 au moment des faits – navigue avec une certaine aisance dans les couloirs du palais. Il est à la fois au cœur du projet et en périphérie. Des échanges datés de novembre 2015 avec Logan Nisin, attestent de sa connaissance de la refonte de l'OAS. Les deux compères, qui se connaissent depuis *juin 2014*, discutent même de leur tentative de *fabriquer des explosifs* – du TATP. Louis dit n'avoir pas voulu mettre à exécution la recette du Tatp parce qu'il a « *vu des mecs s'exploser les mains* », avec ce mélange très instable.

Décrit comme un petit chimiste en herbe, il s'amuse à faire péter quelques bouteilles en forêt, en mélangeant des pochons d'aluminium avec de l'acide ce qui crée un gaz, qui, enfermé dans une bouteille, produit une pression et au bout d'un moment, une petite explosion. Rien qui ne soit cependant considéré comme de l'explosif à proprement parler. Pourtant, la procédure judiciaire ne court qu'à partir du 1^{er} novembre 2016 : les échanges précédents cette date ne peuvent participer à constituer l'infraction. Louis passe entre les gouttes.

Car cet habitant de Perpignan, est certes, loin du reste du groupe : il ne participe ni aux entraînements, ni à la ratonnade, ni aux commémorations de l'ADIMAD, ni même aux cérémonies de remise des bérets. Il n'a même pas rempli de fiche d'inscription à l'OAS, comme les autres. Mais cet ancien membre du MPNA – mouvement *néonazi* co-créé par Logan Nisin – est le *trésorier de l'association* vitrine de l'OAS : Occitan Squad. Il communique régulièrement avec Thomas et Logan, qu'il prétend ne jamais avoir rencontré. L'arrestation de ce dernier va cependant provoquer des échanges intenses avec une partie de son entourage, qui sous entendent un passage à l'acte imminent. Devant le juge, droit, les mains croisés derrière le dos comme un *soldat au repos*, il réfute une volonté de passage à l'acte violent même si dans l'absolu il reconnaît ne pas y être opposé : « *Profaner des stèles ou attaquer un chantier et par conséquent, ne faire que des dégâts matériels ça ne me posait pas de problème.* » Est-ce le phénomène de *cloisonnement* qui produit ses effets ou Louis Mieczkowski était-il réellement « à part » ? Difficile à dire.

Escroqueries

D'autant que le profil du jeune homme détonne. Doté d'un « *fort potentiel intellectuel* » notent les psychologues, ce benjamin d'une fratrie de trois, a grandi dans une famille séparée – sa mère est sans emploi et son père chauffeur-livreur –, acquise aux idéologies d'*extrême droite*. Louis suit une scolarité sans problème. Mais il s'ennuie. Alors, pour se distraire et se faire un peu d'argent, il monte des *escroqueries* et participe à des *trafics de stupéfiants*. Une activité paradoxale pour ce membre d'un groupe qui voulait s'attaquer aux « dealers », aux « racailles »...

Dès ses 14 ans, Louis anime un blog néonazi grâce auquel il escroque les adhérents en utilisant sa fine connaissance des ressorts de l'*extrême droite*. Dans son ordinateur sont retrouvées plusieurs vidéos incitant à la *haine raciale* : « *C'était pour recruter, je m'adressais à l'extrême droite je savais quoi faire pour les choquer et les inciter à me rejoindre. Je leur faisais croire qu'il y aurait bientôt un coup d'État et je les faisais payer pour financer ce nouvel État* », explique-t-il à la barre. Le fait de gagner de l'argent facilement et rapidement le conduit à un fort sentiment d'impunité, disent les psychologues. « *C'est un engrenage, admet-il. Une fois que vous avez mis le doigt dedans...* »

Malgré tout cela, ce jeune prodige obtient son bac scientifique avec *mention bien*, mais sa mère, chez qui il vit, quitte la France pour l'Espagne avec son compagnon. Louis s'installe seul dans un studio. Il a 17 ans. C'est là que les *crises d'angoisse* commencent et semblent entraver son parcours scolaire. Il tente une prépa, mais arrête. La gendarmerie, mais il lâche. Il entre alors en première année de licence informatique à l'université et finit par stopper complètement ses études en avril 2017, sans diplôme. Attiré par « *l'ordre et la discipline* », dit-il, il entre alors à l'école des sous-officiers de l'armée de l'air mais là encore, il la quitte au bout de trois mois. Les crises d'angoisses sont trop dures à contenir. Il n'ose pas l'avouer à ses parents et s'installe chez un ami.

Laver les cerveaux

Louis est un solitaire, passionné d'informatique... et de manipulation. Pour se remettre de ses échecs et gagner un peu sa vie, il monte un projet de logiciel d'escroquerie via une crypto-monnaie. Les techniques de communication de *Daech* le fascine : les policiers retrouvent sur son ordinateur, au côté d'extraits de *Mein Kampf*, une vidéo des frères Clain intitulée : « *Tends ta main pour l'allégeance.* » Il est même abonné à l'agence de communication de groupe djihadiste. « *Je souhaitais m'en inspirer : c'est de la psychologie* », explique-t-il avec une grande sérénité.

Celui qui dit avoir été « *recruté pour laver les cerveaux* » est interpellé le 10 octobre 2017 et maintenu en détention pendant une dizaine de mois. La psychologue qu'il rencontre en 2019 note sa « *tendance au mensonge et la fabulation* » : « *il semble s'inscrire dans une compulsion mythomane dans laquelle il dit éprouver du plaisir* ». Un fonctionnement « *pathologique qui dépasse le cadre du mensonge ordinaire* ». Il le reconnaît à la barre tout en clamant vouloir sortir du « *cercle vicieux du mensonge* ».

Dans divers rapports, le SPIP exprime son inquiétude. Il remarque d'abord chez Louis, une « *vraie propension à la délinquance et la manipulation* ». En 2019, il parle d'une « *tendance sociopathique* » et d'une « *absence totale de sens moral* ». On découvre à l'occasion du procès que Louis exploite le sentiment amoureux de son seul ami, Jérémy, pour que ce dernier l'héberge. « *C'était quelqu'un de fragile* », admet-il.

En 2020, le psychologue du binôme de soutien assure que Louis ne présente pas un risque de passage à l'acte, même si « *rien n'indique qu'il veuille se dégager ou rejeter son idéologie* », parlant même de « *sur adaptation* » au cadre dans le but de renvoyer une « *image positive* ». Mais pour le SPIP, si le potentiel de ce jeune homme était « *mis au service d'une cause licite, il pourrait se révéler être un élément fort pour une société, équipe ou institution* ».

Nadia SWEENY, publié le 15 octobre 2021

Geoffrey Hannot, le fidèle à la cause

Royaliste, catholique et nationaliste, Geoffrey Hannot est le plus fragile du groupe. Chef de la section parisienne de l'OAS qui ne comptait qu'un seul membre – lui-même – il est condamné à cinq ans de prison dont trente mois avec sursis et une injonction de soin. Il n'est pas réincarcéré.

Aîné d'une fratrie de trois enfants, son père est un ancien gendarme : Geoffrey a grandi dans différentes casernes, au gré des affectations de son père, dans un foyer plutôt stable. Il a une *scolarité normale*, obtient son bac, une *licence d'histoire* puis un *master 2* en construction européenne.

Cet amateur de musique de 29 ans – 24 au moment des faits – se définit lui-même, comme royaliste nationaliste, contre-révolutionnaire, proche d'un catholicisme social. D'un point de vue militant, il est d'abord attiré par les idées de François Asselineau, puis se rapproche du *Front national*. Il participe à des *manifestations à Calais* contre les migrants, à la « *manif pour tous* » considérant l'homosexualité comme « *contre-nature* », dit-il en garde-à-vue. Il se présente avec son frère en 2014 sur la liste du FN aux *municipales de Rosny-sous-Bois*. C'est à la Dissidence française qu'il rencontre son ami, Romain Pugin. Ami qu'il accuse pendant le procès de l'avoir « *obligé à venir* » à la cérémonie de remise des bérets en septembre 2016, pendant laquelle il reçoit le béret bleu de *chef de section de l'OAS* des mains de Thomas Annequin, n° 2 de l'organisation. Geoffrey Hanot est intronisé chef de la section parisienne qu'il nomme lui-même « *732* » – en référence à Charles Martel. Il est en charge du recrutement, de la formation et de l'entraînement des membres de sa section. Il n'en recrute *aucun*, mais il envoie 300 euros à Logan Nisin pour *l'achat d'une arme* dont la nature change en fonction des déclarations. Fusil d'entraînement ou taser... Lors de la perquisition les policiers trouvent du matériel de protection, des tasers, une matraque et une licence de tir sportif. Il justifie la présence de ces éléments par le fait qu'il collabore avec Romain à la *sécurité de Jean-Marie le Pen*.

Bien qu'il n'ait aucun lien familial avec l'histoire de l'Algérie Française, il se joint à ses camarades pour des *commémorations* d'anciens combattants de l'ADIMAD. « *Il y avait un côté grisant à vouloir singer l'OAS historique, mais pas de là à aggraver qui que ce soit. Je ne me vois pas comme un terroriste* », dit-il à la barre. L'OAS était une « *lutte armée politique contre le djihadisme* », dit celui qui voulait « *mettre fin à ses jours en mode templeier* » – d'après sa *petite amie*. La procureure qualifie ainsi Geoffrey de « *fidèle à la cause* ».

De nombreux éléments retrouvés en perquisition faisaient référence au IIIe Reich ou au régime de Vichy. Il nie cependant toute signification : « *C'est anodin : je ne suis pas nazi*. » Il est pourtant l'auteur de sorties lyriques sans équivoques à coup de « *fiente juive immonde* ». Lorsque la procureure rappelle l'incident en garde à vue – Geoffrey a refusé de se rendre à la douche accompagné d'un policier noir en clamant « *s'il y a un nègre je ne me douche pas* » – il répond : « *Ce n'était pas violent : c'est de l'ethno-différentialisme*. » Mal fagoté dans son jean, Geoffrey donne l'impression de complètement survoler ces dix jours de procès. De ne pas prendre conscience de ce qu'il se passe.

Sentiment de persécution

Après son incarcération, il a fait une « *décompensation psychiatrique majeure sur un mode de persécution avec une conviction de menaces en lien avec son islamophobie* », note l'expert psychiatre. Sentiment de persécution qui n'est pas sans rappeler celui de son ami Romain Pugin, numéro 3 de l'OAS. En prison, Geoffrey déclenche même deux incendies dans sa cellule et fait l'objet d'une hospitalisation psychiatrique sous contrainte pendant sept mois.

D'après le psy, Geoffrey pense qu'il est « *attaqué de toute part* » que « *tout le menace* ». Il se définit comme le « *souffre-douleur* » : « *Dans les cités j'étais le sale blanc* », dit-il sans que des événements particuliers n'aient été mis en avant pendant le procès. D'après les experts, ça serait par *nécessité psychique* que Geoffrey adhère à une idéologie xénophobe et dangereuse. « *L'appartenance à des groupuscules et organisations d'extrême droite apparaît comme un recours pour lutter contre des angoisses massives* », écrit le psy, indiquant que « *l'OAS est sans doute la seule organisation qui a pu lui conférer une reconnaissance permettant d'accéder à un statut de sujet impressionnant et honorable* » ...

Nadia SWEENY, publié le 15 octobre 2021 (Politix)

Préférence nationale, un remède de charlatan

À six mois de l'élection présidentielle en France, l'extrême droite monopolise la scène médiatique et politique. Ses deux candidats potentiels, Mme Marine Le Pen et l'éditorialiste xénophobe Éric Zemmour, totalisent 35 % des intentions de vote dans les sondages – une situation inédite. Profitant de l'atonie et de la dispersion des forces de gauche, ils imposent leurs thèmes. Parmi ceux-ci, entre le « grand remplacement » et la menace islamiste, la préférence nationale occupe une place de choix.

Elle réapparaît subitement sitôt qu'une élection approche. Elle est la clé de voûte de tous les programmes d'extrême droite ; la pierre philosophale qui doit redonner au pays son lustre d'antan ; la mesure supposée tout résoudre, du chômage au déficit public, du mal-logement à la crise migratoire, de la délinquance au problème des retraites. Cette solution miraculeuse tient en deux mots : « préférence nationale ».

Outre sa concision, le concept présente l'avantage de se décliner à toutes les sauces sans nécessiter de trésors argumentatifs, en jouant sur le réflexe chauvin qui se développe en temps de crise, quand les ressources se raréfient. Le logement social ? « *Étant financé par les Français, il est logique qu'il soit attribué prioritairement aux Français* », énonce ainsi Mme Marine Le Pen, la candidate du Rassemblement national (RN) au scrutin présidentiel de 2022 (1). Les allocations familiales ? « *43 % des allocataires de la CAF – allocations familiales et allocations logement – sont nés à l'étranger* », s'étrangle l'éditorialiste Éric Zemmour, qui prône donc la « *préférence nationale* » afin de mettre fin à cette « *folie française* » (2). L'emploi ? Il faut « *faire travailler en France des Français pour produire français* », professe encore M. Florian Philippot, le chef du parti Les Patriotes (3). Grâce à sa plasticité et à son aspect rudimentaire, la mesure se convertit aisément pour le Front national (FN, devenu Rassemblement national) en slogans de campagne. Présidentielle : « *Défendre les Français* » (1974). Législative : « *Les Français d'abord. Un million de chômeurs, c'est un million d'immigrés en trop* » (1978). Référendaire : « *Produisons français avec des Français* » (1992). Européenne : « *Formation, boulot, logement : priorité pour toi chez toi* » (2009). Municipale : « *Les Français premiers servis* » (2010)... Panacée pour l'extrême droite, la préférence nationale fait l'objet d'un vif rejet sur le reste de l'échiquier politique, où beaucoup l'érigent même en repoussoir absolu, en ligne rouge qui séparerait le « camp républicain » et les ennemis de la démocratie, les défenseurs des droits humains et les nostalgiques des « heures sombres de l'histoire ». La Constitution ne garantit-elle pas l'égalité des droits et de l'accès à l'emploi sans distinction d'origine ? La France, qui prohibe toute discrimination et défend l'universalité du service public, ne saurait admettre la préférence nationale. Au passage, cette frontière permet d'absoudre tous ceux qui sont du bon côté : ils peuvent s'en donner à cœur joie sur l'immigration, ils restent dans le camp des gentils humanistes du moment qu'ils refusent la préférence nationale. Ainsi, Mme Valérie Pécresse (Les Républicains) promet d'instaurer des quotas de migrants, d'affréter des « *charters d'éloignement* », de placer les demandeurs d'asile dans des « *centres dédiés* », de restreindre l'aide médicale d'État aux seuls soins urgents et maladies contagieuses... Mais, quand on lui demande ce qui distingue son projet et celui de Mme Le Pen, elle s'offusque : « *Elle, elle dit "préférence nationale". Moi, je ne ferai jamais ça* (4). » Après la « savonnette à vilain » de l'Ancien Régime, sobriquet donné aux charges que les roturiers achetaient pour s'anoblir, voici la « savonnette républicaine », qui lave les soupçons de dérive xénophobe.

La notion fut pourtant théorisée au milieu des années 1980 par un haut fonctionnaire que le très respecté Institut d'études politiques de Paris n'avait pas hésité à embaucher comme maître de conférences. Inspecteur général de l'administration, cofondateur du Club de l'Horloge – un cercle de réflexion fondé en 1974 par de jeunes élèves de l'École nationale d'administration (ENA), dont beaucoup passeront au FN dans les années 1980 et qui se réclame du national-libéralisme –, M. Jean-Yves Le Gallou est encore membre de l'Union pour la démocratie française (UDF) quand il publie en 1985 *La Préférence nationale : réponse à l'immigration* (Albin Michel), en réaction à l'ouvrage du député Bernard Stasi *L'Immigration, une chance pour la France* (Robert Laffont, 1984) – il ne prend sa carte au FN que quelques mois plus tard. Son livre, construit comme un rapport d'énarque, avec statistiques et références législatives à en donner le tournoi, dresse un tableau apocalyptique de la France, tout à la fois menacée par l'islam, l'invasion migratoire, l'insécurité, la banqueroute. Seule la préférence nationale peut sortir le pays de l'ornière. Car, en excluant les étrangers des aides sociales et des logements publics, explique M. Le Gallou, l'État fera des économies considérables, ce qui réduira son déficit. Du même coup, la France perdra de son attrait pour les migrants, qui resteront chez eux ou choisiront une autre destination, débarrassant ainsi le pays de potentiels fauteurs de troubles. Et ceux qui

sont déjà là, désormais dépourvus d'emplois car frappés par la préférence nationale, seront poussés à quitter l'Hexagone. Voilà pour la théorie.

Un principe déjà appliqué

Faute d'accéder au pouvoir, le FN n'a heureusement jamais pu appliquer ce programme. Il a bien tenté de trouver une autre voie, en passant par ses mairies, mais il s'est alors heurté à des obstacles juridiques. Comme à Vitrolles en 1998, quand la maire Catherine Mégret a voulu créer une « allocation municipale de naissance » réservée aux familles françaises : la mesure fut retoquée trois mois plus tard par le tribunal administratif de Marseille.

Pourtant, à y regarder de plus près, ce principe s'applique déjà dans de nombreux domaines. Les étrangers extracommunautaires ne peuvent être recrutés dans la fonction publique – sauf en cas de pénurie, auquel cas un anesthésiste tunisien fait très bien l'affaire –, tandis que les postes dits « de souveraineté » (police, justice, défense, diplomatie...) sont strictement réservés aux titulaires de la nationalité française. Au total, selon l'Observatoire des inégalités, plus de cinq millions d'emplois demeurent inaccessibles aux étrangers non européens, soit plus d'un emploi sur cinq (5), y compris dans le secteur privé, où perdurent une cinquantaine de restrictions, en particulier pour les professions libérales, cadencées depuis les années 1930.

À l'époque, l'afflux de réfugiés issus de milieux intellectuels inquiète les classes supérieures, qui craignent une concurrence étrangère dont elles étaient jusque-là protégées. Avocats, médecins, notaires, experts-comptables, architectes, pharmaciens, vétérinaires, huissiers, commissaires-priseurs, géomètres experts..., tous se mobilisent pour obtenir la sanctuarisation de leur métier. Les parlementaires se montrent très réceptifs : en plus de la nationalité française, un diplôme hexagonal sera exigé, excluant de fait de nombreux Français naturalisés. Si les conditions ont été légèrement assouplies depuis, ces professions demeurent soumises à d'importantes restrictions pour les étrangers. Héritage du corporatisme des années 1930, ces discriminations ne répondent généralement à aucun impératif particulier. La France ne fut pas déstabilisée en 1971 par la suppression de la condition de nationalité encadrant la fonction d'expert auprès des tribunaux ; ni, en 1985, quand le métier de masseur-kinésithérapeute s'ouvrit aux étrangers (6). Mais, quand il s'agit de protéger leurs emplois, les classes supérieures s'accommodent très bien de la préférence nationale.

L'accès aux aides sociales connaît lui aussi diverses limitations. N'en déplaise à Mme Le Pen et à Éric Zemmour, il ne suffit pas de poser le pied en France pour y toucher le minimum vieillesse, les allocations familiales ou le revenu de solidarité active (RSA). L'obtention de ces prestations, un chemin de croix, nécessite de répondre à plusieurs critères qui sont autant de manières d'exclure certains étrangers. La « régularité du séjour », par exemple, une condition que la loi Pasqua de 1993 a généralisée à l'ensemble de la protection sociale : pour bénéficier d'une aide de l'État, un étranger doit disposer de papiers en règle. Cela semble couler de source. Pourtant, comme le souligne l'économiste Antoine Math, *« il existe autant de définitions de la régularité de séjour et de listes différentes de titres de séjour que de prestations sociales. Et plus la condition de régularité de séjour pour l'accès à une prestation est délimitée de façon étroite, plus le nombre d'étrangers en situation régulière n'ayant pas le "bon" titre pour être éligible à la prestation sera important (7) »*.

Autre critère d'exclusion particulièrement efficace, la condition d'« ancienneté de résidence » impose d'habiter en France depuis un certain temps pour bénéficier d'une allocation. Là encore, rien d'illogique. Sauf que le « certain temps » est totalement arbitraire, que les législateurs peuvent l'allonger à discrétion, et qu'ils ne s'en privent pas. Alors qu'il fallait jadis résider en France depuis trois ans pour toucher le revenu minimum d'insertion (RMI), il faut justifier de cinq ans pour prétendre au RSA, son équivalent moderne. Il fut un temps où un étranger pouvait toucher l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA, ou minimum vieillesse) sitôt qu'il vivait en France depuis un an. La barre est passée à trois ans en 2006, puis à dix ans en 2011. Et rien n'empêchera un jour de la placer à vingt ans, ou trente ans. De la préférence nationale ? Pensez-vous !

Mais puisque la France connaît ainsi des formes déguisées de « patriotisme social », selon la formule euphémisée qu'affectionne Mme Le Pen, un constat pourrait s'imposer : l'idée n'a rien du remède miracle vanté par ses promoteurs. Le durcissement continu de l'accès aux prestations sociales n'a eu aucun effet sur le volume des flux migratoires car, comme le savent les spécialistes des migrations, les déplacements de population sont essentiellement déterminés par les raisons de partir de chez soi (facteurs de *push*), tandis que celles d'aller vers une destination (facteurs de *pull*) jouent surtout pour les migrants très qualifiés, qui font le voyage pour un poste précis ou pour une place dans une université – les médias parlent alors d'« expatriés ». Ainsi, un pays au système social peu généreux comme les États-Unis n'en voit pas moins arriver chaque année des centaines de milliers d'étrangers ; et personne ne quitte famille et amis pour s'installer en France dans l'espoir

de toucher l'aide personnalisée au logement (APL). Reposant sur un mythe – l'étranger chasseur d'allocations –, la préférence nationale ne saurait déterminer les flux migratoires.

« Respecter notre civilisation »

Jouant quant à elle sur le stéréotype du voleur d'emploi, la priorité à l'embauche peut même avoir des effets contre-productifs. Si la France s'y est timidement essayée à la fin du XIXe siècle, avec les décrets Millerand d'août 1899 réglementant le recrutement des étrangers employés dans les entreprises de travaux publics, c'est avec la crise des années 1930 que s'imposent des formes officielles de préférence nationale pour l'emploi. Tandis que le chômage augmente, de nombreux ouvriers autochtones «*ressentent comme une injustice impardonnable le fait que les Français soient au chômage alors que des étrangers travaillent*», écrit l'historienne Claudine Pierre (8). Des rixes éclatent dans les usines, des lettres et des pétitions sont envoyées aux élus pour réclamer le renvoi des étrangers. En réponse, le 10 août 1932, le gouvernement radical d'Édouard Herriot fait passer une loi «*protégeant la main-d'œuvre nationale*», qui ouvre la voie à des quotas d'étrangers par entreprise ou par secteur. Dans les secteurs frappés par la crise, les patrons licencient prioritairement les étrangers. En cinq ans, des centaines de milliers de Polonais, d'Italiens, de Belges, désormais dépourvus de contrat de travail, doivent rentrer au pays.

Pourtant, le chômage continue d'augmenter, et la fièvre nationaliste ne s'estompe pas. Privées de leurs travailleurs étrangers corvéables à merci, certaines entreprises voient leurs coûts augmenter et plongent encore davantage dans la crise. «*Avec le chômage, alors même que leurs bénéficiaires s'effondrent, les maîtres des forges doivent donc faire face à des dépenses d'entretien de la force de travail plus lourdes*, constate l'historien Gérard Noiriel dans son étude sur Longwy (9). La «*solution*» consistant à renvoyer les immigrés célibataires aggrave le problème, car les patrons se privent ainsi des avantages que représentait la mobilité d'une partie importante de la main-d'œuvre.» De plus, une fois les étrangers partis, les nationaux ne se sont pas pressés pour se faire embaucher dans les hauts-fourneaux, des emplois dangereux, mal payés, éreintants. Dans la Lorraine des années 1930 comme dans la France contemporaine, la main-d'œuvre immigrée ne vient pas remplacer les travailleurs nationaux; elle occupe les emplois que ces derniers délaissent, parce que trop peu attractifs. Hier dans les mines ou la sidérurgie; aujourd'hui dans la restauration, le nettoyage, les services à la personne ou le bâtiment, des secteurs qui manquent de personnel et doivent recourir à une main-d'œuvre étrangère. Quand, durant le confinement du printemps 2020, les saisonniers marocains et roumains n'ont pu se rendre en France pour participer aux récoltes (10), les nationaux ne se sont pas bousculés pour venir les remplacer, malgré les appels répétés du gouvernement.

Le théoricien de la préférence nationale, M. Le Gallou, a lui-même abandonné son concept au profit d'une nouvelle idée : la préférence de civilisation, ou préférence européenne (11). «*La préférence nationale était nécessaire il y a trente ans, la préférence de civilisation est une exigence absolue aujourd'hui*», concluait-il, dès 2016 (12). Car la guerre ne serait plus tant économique que culturelle, et l'ennemi peut parfaitement posséder un passeport français : «*Nous sommes du côté des bâtisseurs des cercles mégalithiques, des temples grecs, des oppida celtes, des églises romanes, des cathédrales gothiques, des palais Renaissance, des châteaux classiques, des édifices Art nouveau*, poursuit M. Le Gallou. (...) *Il s'agit d'affirmer notre volonté de respecter notre civilisation, d'en reprendre et d'en enrichir les traditions et de les transmettre à nos descendants. Bref de refuser la table rase et le grand remplacement génocidaire.*» Éric Zemmour a trouvé son premier ministre...

(1) Agence France-Presse, 23 septembre 2021.

(2) CNews, 23 octobre 2020.

(3) Pauline Moullot, «Taxe des emplois étrangers : une arme de dissuasion massive», *Libération*, Paris, 2 février 2017.

(4) Conférence de presse du 5 octobre 2021.

(5) «Cinq millions d'emplois demeurent fermés aux étrangers non européens», Observatoire des inégalités, Paris, 19 août 2019.

(6) Antoine Math et Alexis Spire, «Des emplois réservés aux nationaux? Dispositions légales et discriminations dans l'accès à l'emploi», *Informations sociales*, n° 78, Paris, 1999.

(7) Antoine Math, «Minima sociaux : nouvelle préférence nationale?», *Plein Droit*, n° 90, Paris, octobre 2011.

(8) Claudine Pierre, «Les socialistes, les communistes et la protection de la main-d'œuvre française (1931-1932)», *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 15, n° 3, Poitiers, 1999.

(9) Gérard Noiriel, *Immigrés et prolétaires. Longwy, 1880-1980*, Agone, Marseille, 2019 (1re éd. :1984).

(10) Lire Philippe Baqué, «“On veut des Polonais et des Marocains!”», *Le Monde diplomatique*, septembre 2014.

(11) Cf. notamment Jean-Yves Le Gallou, *Européen d'abord. Essai sur la préférence européenne*, Via Romana, Versailles, 2018.

(12) Conclusion du colloque «Face à l'assaut migratoire, le réveil de la conscience européenne», Iliade-Institut pour la longue mémoire européenne, Paris, 9 avril 2016.

Faire dire aux chiffres ce qu'ils ne disent pas

L'ouvrage de Charles Prats *Cartel des fraudes* (1) sert de Bible à Éric Zemmour et à Mme Marine Le Pen, qui y trouvent les chiffres propres à alimenter leur discours sur la préférence nationale. C'est là, par exemple, que l'éditorialiste a repéré son leitmotiv : « 43 % des allocataires de la Caisse d'allocations familiales sont nés à l'étranger. » Une statistique trompeuse, puisqu'elle rapporte le nombre d'individus nés à l'étranger ayant des droits ouverts aux prestations familiales (5,3 millions) au nombre de foyers allocataires (12,7 millions), lesquels comptent souvent plusieurs individus.

Les « décodeurs » et « fact-checkeurs » peuvent bien démonter la supercherie, l'important est d'empiler toujours plus de chiffres en les enrobant de propos alarmistes. À cause de l'aide médicale d'État (AME), accordée aux étrangers en situation irrégulière, « l'hôpital est assiégé par une population venue du monde entier », explique ainsi M. Zemmour. L'AME représente 990 millions d'euros par an, 0,5% des dépenses de l'assurance-maladie. En 2019, les hôpitaux de Marseille ont accueilli 2 513 bénéficiaires de cette aide et les hospices civils de Lyon, 905 (2), soit une moyenne d'un tous les cinq jours dans chacun des treize établissements. Pas vraiment un état de siège.

Autre exemple : selon Mme Le Pen, les logements sociaux seraient « massivement » attribués aux étrangers ; il y aurait même en ce domaine une « préférence étrangère ». « Les ménages immigrés sont deux fois plus souvent locataires de HLM [habitations à loyer modéré] que les autres », affirme-t-elle encore. En 2015 (3), les étrangers constituaient 22,3% des demandes de logements sociaux, mais seulement 16,8% de ceux qui avaient reçu une réponse positive. Et, si 34% des ménages dont la personne de référence est née à l'étranger vivaient alors dans un logement social (contre 16% pour celles nées en France), c'est tout simplement parce qu'ils répondent fort bien aux critères d'attribution : les immigrés vivent davantage dans des logements insalubres, surpeuplés, ils sont plus souvent expulsés sans solution de relogement, ils disposent de plus faibles revenus que les autres... Insalubrité de l'habitat, expulsion des locataires, pauvreté des habitants : trois domaines où règne une « préférence étrangère ».

Benoît BRÉVILLE (Monde diplomatique)

(1) Ring, Paris, deux tomes, parus respectivement en 2020 et en 2021.

(2) « Les hôpitaux "assiégés" par les étrangers bénéficiant de l'AME? », *Le Quotidien du médecin*, 18 octobre 2021.

(3) Derniers chiffres disponibles. La dernière « Enquête logement » de l'Insee (2017) repose sur des données de 2013. La prochaine est annoncée en 2022 ou 2023. Cf. *Le Figaro Immobilier* (25 septembre 2021), <https://immobilier.lefigaro.fr>, et *Le Monde*, 2 mai 2017.

(3) Derniers chiffres disponibles. La dernière « Enquête logement » de l'Insee (2017) repose sur des données de 2013. La prochaine est annoncée en 2022 ou 2023. Cf. *Le Figaro Immobilier* (25 septembre 2021), <https://immobilier.lefigaro.fr>, et *Le Monde*, 2 mai 2017.

L'extrême droite Chilienne à l'élection présidentielle du 21 novembre 2021



L'impact provoqué par le score obtenu par le candidat d'extrême droite, José Antonio Kast, et le bon résultat du Parti Communiste du Chili (PCCh) sont des éléments qui méritent d'être analysés car ils brisent les schémas et génèrent des inquiétudes dans la société chilienne. Pour les uns, les forces démocratiques et du changement social qui étaient majoritaires après le plébiscite d'octobre 2020 (78% / 22%) et les élections de mai 2021, le résultat de Kast a été un choc, qui produit des réactions différentes à cet événement inattendu, un bouleversement pour la gauche. Pour les autres, la droite et ses alliés, l'avancée des communistes chiliens alimente leurs théories anticommunistes que, selon certains d'entre elles, Gabriel Boric serait disponible pour installer une « dictature du prolétariat » au Chili, ce qui marquerait la fin de démocratie, que le Chili serait un autre Cuba, ou le Venezuela et pourquoi pas un autre Nicaragua.

Le Parti Communiste du Chili obtient le meilleur résultat électoral depuis 1973, ce qui constitue une victoire éclatante : 2 sénateurs, 12 députés et 21 conseillers régionaux ont été élus. La députée Karol Kariola a été réélue avec le plus grand nombre de voix de tout le Chili, ce qui a permis à la liste d'élire 3 autres députés : 1 PCCh et 2 Révolution Démocratique (RD). Si on ajoute à ce bilan les 7 maires de communes stratégiques et les 126 conseillers municipaux élus en mai 2021, on se retrouve face au fait que dans la région métropolitaine le PCCh est le parti qui compte le plus de conseillers municipaux, et que c'est aussi le parti majoritaire de la coalition de gauche « APRUEBO DIGNIDAD ». Ces bons résultats et les projections possibles expliquent la campagne anticommuniste féroce menée par la droite et ses partenaires d'extrême droite. Mais cette victoire rend le moment encore plus amer, la réalité des résultats est catégorique, la coalition de gauche a perdu le premier tour présidentiel, et aux élections législatives la droite a réussi à se dégager du siège (tendu par les 2 précédentes jutes électorales).

Dans les 50 sénateurs,
Droite « Vamos Chili » 24
Front Social Chrétien (Extrême Droite) 1
Nouveau Pacte Social (Ex-Concertation) 18
Apruebo Dignidad (FA* y PC) 5
Indépendants 2

Dans les 155 députés,
Droite « Vamos Chili » 53
Front Social Chrétien (Extrême Droite) 15
Parti des Gens (Droite) 6
Nouveau Pacte Social (Ex-Concertation-Centre) 37
J'approuve la dignité (FA* y PC) 37

Dignité Maintenant 3
PEV 2
Indépendants Unis 1
Indépendants sans pacte 1

Avec une participation de 7 115 590 personnes, soit 47,34 % de la liste électorale, cela nous montre le grand défi que les forces du progrès ont dans ce nouveau scénario électoral. Comment comprendre qu'à peine 6 mois après les 2 dernières élections (Convention Constitutionnelle et Municipales), avec les résultats connus de tous (effondrement de listes de droite et de la ex-concertation), on se retrouve avec le fait qu'on a un fasciste aux portes du gouvernement et du renforcement des partis de droite ?

Cette situation pointe du doigt la forte abstention, provoquée par l'apathie d'une partie de la population manipulée par le discours de la peur, grâce à l'abandon policier des quartiers populaires qui a aggravé le sentiment d'insécurité, la propagande habile des médias, TV, journaux, faisant les gros titres des vols, des agressions, des incendies criminels en Araucanie, de la crise au Venezuela, à Cuba, au Nicaragua et aussi le sentiment chez certains que l'élection était déjà gagnée, qu'il s'agissait d'une procédure puisque les forces progressistes avaient remporté les 2 dernières élections et les autres qui considéraient que Boric n'était pas assez de gauche, qu'il était lourd, que c'est comme ça et pourquoi il ne fait pas ceci ou cela... Résultat final ceux qui ont gagné le plébiscite ne se sont pas déplacés pour voter :

1. 5 892 832 personnes ont voté pour l'approbation du changement de la Constitution (78,28 %).

2. 2 163 164 personnes ont voté pour le rejet (21,72%).

L'addition des voies des candidats (Boric, Provoste, Artes, MEO) sont au nombre de 3 268 033, il manque des gens ici, beaucoup de monde.

Ces mêmes chiffres qui nous interpellent, ouvrent aussi une voie, la seule, qui est celle de l'unité de tous les démocrates et antifascistes. Jusqu'à présent, presque tous ces conglomérats appellent à voter pour Gabriel Boric et à barrer la route au fascisme. Même ainsi, il va falloir redoubler d'efforts pour mobiliser ces Chiliens qui ne sont pas allés voter, ceux qui pensent que les partis politiques actuels ne les représentent pas. Et pour ceux qui pensent que ce n'est qu'un problème chez les Chiliens, c'est regrettable de constater qu'ils se trompent, la CIA, l'extrême droite internationale avec Vox à la tête en Europe tirent les ficelles, utilisant l'intégrisme religieux chrétien, les églises évangéliques appelant voter contre les communistes.

Aujourd'hui l'obligation de resserrer les rangs autour de Gabriel Boric s'impose, il faut protéger la Convention Constitutionnelle qui ouvrira les portes d'un Chili plus démocratique, plus juste, on ne doit pas abandonner l'avenir du Chili et celui de ses enfants au fascisme.

Antonio VALDIVIA

*FA= « Frente Amplio », coalition qui regroupe 3 partis dont est issu le candidat à la présidence G. Boric

URL de cet article 37564 : <https://www.legrandsoir.info/l-extreme-droite-chilienne-a-l-election-presidentielle-du-21-novembre-2021.html>

Contre la progression des idées d'extrême droite, la nécessité d'une contre-attaque

Face à la multiplication des projets de réformes antisociales et la banalisation des thématiques du Rassemblement national dans les médias, il devient urgent pour la gauche de proposer une alternative sociale et porteuse d'espoir, alerte le sociologue Ugo Palheta.

Ces derniers jours, deux polémiques nées sur Internet sont venues illustrer la dynamique politique actuellement à l'œuvre en France : une vidéo publiée par un youtubeur fasciste connu sous le nom de « Papacito » qui mettait en scène l'exécution d'un électeur de la France insoumise, et le tweet du philosophe pour médias Raphaël Enthoven annonçant qu'il préférerait voter Le Pen plutôt que Mélenchon.

Dans les deux cas, il importe de comprendre ce qui se joue, de s'organiser, d'unir des forces et de dessiner des perspectives de mobilisation. Depuis plusieurs années, une offensive se déploie visant à accélérer le durcissement autoritaire de l'État, mais aussi à disqualifier l'ensemble de la gauche, des mouvements sociaux et des intellectuel·les critiques par l'accusation infamante de complicité avec le terrorisme. On a pu observer ces derniers mois comment le pseudo-concept d'« islamo-gauchisme », né à l'extrême droite, avait circulé dans les champs médiatique et politique, jusqu'aux ministres Jean-Michel Blanquer et Frédérique Vidal, pour appuyer la thèse (délirante) d'une telle complicité.

Assentiment de ce type de discours dans des médias

La vidéo de Papacito exprime le fait qu'avec la surenchère autoritaire et raciste des derniers mois, avec la banalisation du FN /RN et de ses « idées » dans l'espace médiatique (où l'on ne compte plus ses idéologues invité·es chaque jour), l'extrême droite extraparlamentaire est amenée à aller toujours plus loin, ne serait-ce que pour exister. Plus loin, c'est l'envahissement du conseil régional d'Occitanie par le groupuscule royaliste Action française, l'incitation à prendre les armes et à en faire usage contre « l'ennemi » (les musulman·es, les antiracistes et antifascistes, les militant·es de gauche, etc.), l'exhortation de l'armée à intervenir contre les « hordes de banlieue », l'appel à un « homme fort », et on pourrait allonger la liste presque indéfiniment.

Les discours et les pratiques se radicalisent, avec la menace que se multiplient des attentats d'extrême droite. Mais la principale nouveauté, c'est l'assentiment que trouve ce type de discours dans des médias (privés) de masse : les pseudo-journalistes de Valeurs actuelles sont régulièrement invités sur les plateaux téléés, Éric Zemmour peut déverser continuellement sa rhétorique fasciste sur CNews (et y soutenir Papacito au passage), un membre du groupuscule raciste Génération identitaire (dissous entretemps) se voit tendre un micro dans une émission de grande écoute. Et tout ce beau monde peut prétendre à longueur de temps qu'il serait honteusement « bâillonné ».

Inclinations profondes

Dans le cas du tweet de Raphaël Enthoven, la manœuvre ne vise pas simplement à créer artificiellement une polémique afin de s'attirer un peu d'attention médiatique. La déclaration du « philosophe » exprime sans doute honnêtement ses inclinations profondes et ne devrait nullement prêter à l'étonnement. Elle a plutôt le mérite de révéler ce que chacun·e pressent, à savoir que si la classe dominante, son personnel politique et ses idéologues attiré·es sont amené·es dans les années à venir à choisir entre l'extrême droite et une perspective de rupture de gauche avec le néolibéralisme, ils et elles opteraient largement pour la première option. D'ailleurs, l'ancien ministre de l'Éducation nationale Luc Ferry n'avait pas déclaré autre chose dès 2010, quand il disait trouver Marine Le Pen « plus responsable et moins dangereuse » qu'Olivier Besancenot. Et comment donner tort à Enthoven et Ferry de leur point de vue d'idéologues conservateurs, car si Marine Le Pen parvenait au pouvoir, elle ne menacerait assurément en rien les intérêts de la classe à laquelle ils appartiennent et dont ils expriment les aspirations, les craintes et les intérêts ; au contraire elle constituerait un rempart de l'ordre social.

« Plutôt Hitler que le Front populaire », disaient la bourgeoisie française et son personnel politique dans les années 30. Nous ne faisons pas face actuellement au nazisme et il n'y a point de Front populaire à l'horizon, mais le cynisme de certains acteurs du débat public ne paraît pas avoir régressé et la trajectoire que suit la France, marquée par la destruction des solidarités collectives et des conquêtes sociales (Sécurité sociale, droit du travail, services publics, etc.), la remise en cause des libertés publiques et la banalisation des discours racistes, l'entraîne d'ores et déjà vers le pire.

Une contre-offensive est donc impérative, sous peine de voir s'approfondir ce processus de fascisation : elle pourrait commencer samedi avec la marche « pour les libertés et contre les idées d'extrême droite », à laquelle appellent largement des mouvements sociaux, des syndicats et des partis de gauche. Mais il faudra qu'elle parvienne à s'adresser aux classes populaires et qu'elle trouve une traduction politique. En s'appuyant sur des propositions associées à la gauche (taxer davantage les dividendes, augmenter les salaires, réinvestir fortement dans les services publics, etc.), elle pourrait parvenir à faire émerger un projet alternatif et hégémonique. C'est à ce prix que pourrait renaître un espoir de changement.

Ugo PALHETA (publié le 11/06/2021)
(Sites Libération et bonnesnouvelles)

Des autodafés et des bonnes intentions ...

Ça a fait un badbuzz monumental et qui a résonné bien au-delà du pays. Près de 5 000 livres jeunesse ont été retirés des bibliothèques de 30 écoles francophones d'Ontario pour servir de combustible à des cérémonies symboliques d'intérêts « éducatifs », dans le cadre de la réconciliation entre peuples autochtones et non autochtones du Canada.

Au centre de cette controverse, Suzy Kies, présentée comme une gardienne du savoir autochtone et accessoirement coprésidente de la Commission des peuples autochtones du Parti libéral du Canada. Celle-ci souligne que cette « cérémonie » a pour but d'enterrer « les cendres du racisme, de la discrimination et des stéréotypes dans l'espoir que nous grandirons dans un pays inclusif où tous pourront vivre en prospérité et en sécurité ». Le feu ayant pour objet d'engendrer l'engrais d'implantation d'un arbre et ainsi « tourner du négatif en positif ».

Sans tenir compte du fait autrement plus symbolique de brûler des livres, qui ne va pas sans rappeler une époque que les Allemands aimeraient bien oublier, ce scandale est surtout lié aux critères douteux de cette sélection et surtout par la lecture particulièrement décontextualisée des œuvres choisies par ce fameux comité. Pour qu'un livre fasse partie du bûcher, à peu près toutes les raisons y sont passées. Des termes et appellations d'une autre époque, à la non-historicité des représentations en passant par la sexualisation des dessins, toutes les cases ont été cochées. Sans faire grand cas du format (bande dessinée et histoire pour enfants) ou des contextes historiques, les membres du comité n'ont même pas tenu compte des intentions des auteur(e)s et ont même reproché à des BD les propos de ses antagonistes [1]. En somme, ce comité de relecture cherchait des stéréotypes et des expressions anachroniques et les a trouvés là exactement où ils devaient en trouver, c'est-à-dire dans les livres de notre enfance.

Évidemment, la chasse aux préjugés et aux stéréotypes ne s'est pas limitée aux BD, mais s'est aussi attaquée aux livres qui traitent des Premières Nations en général, mais qui n'ont pas été écrits ou révisés par des Autochtones « pure souche » ou des œuvres qui sont qualifiées « d'appropriations culturelles », ce qui est assez ironique quand on sait que madame Suzy Kies se présente comme une Abénakis d'Odanak alors qu'elle ne fait visiblement pas partie de cette communauté. Le fait d'avoir adopté la culture abénakis n'est pas une pratique que je condamne, tant s'en faut, mais quand on brûle les livres des auteur(e)s qui font briller cette culture au nom de l'appropriation culturelle, on devrait faire attention à ne pas parler au nom d'une communauté dont on s'approprie le nom ! D'autant plus que, comme commente l'ethnologue huronwendat Isabelle Picard, à propos des autodafés dans la culture autochtone, « C'est bien peu connaître nos cérémonies et en avoir peu de respect ».

Comme vous le constatez, l'événement parle de lui-même et ils sont assez rares à défendre ce qu'il faut bien appeler un « dérapage woke ». Je déteste réellement cette expression (woke), puisqu'il est employé à tort et à travers par la droite, mais ici je vais faire une exception, car l'expression est désormais connue et je ne souhaite pas mettre de gants blancs, même si on devrait plutôt parler de progressisme postmoderne pour parler de ce courant. Toutefois, peu importe le nom qu'on lui donne, on ne peut que constater que ce courant atteint dorénavant des sommets en termes de dérapage. Celui-ci en vient même à avoir des impacts négatifs bien réels sur l'image que se fait la majorité des gens des minorités et des Premières Nations, puisque ces dérapages engendrent objectivement beaucoup plus de préjugés que la seule lecture de Pocahontas ou de Tintin en Amérique !

Néanmoins, la source du problème n'est pourtant pas issue des thèses les plus problématiques des plus controversés chercheurs/chercheuses postmodernes et encore moins des demandes de respects et d'égalité

des groupes minoritaires et immigrants, mais bien de la popularisation d'un corpus doctrinal ouvertement irrationnel et qui est actuellement en phase accrue de radicalisation.

Comme le mentionne Pierre Valentin dans son étude sur le courant « Woke » : le mouvement woke repose sur une approche postmoderne du savoir caractérisée par "un scepticisme radical" quant à la possibilité d'obtenir une connaissance ou une vérité objective. »

C'est pour cette raison que les courants postmodernistes se détachent à ce point des autres doctrines issues des Lumières et de l'universalisme. Pour ces derniers, il existe bien évidemment des dominants et des dominés ainsi que des systèmes qui provoques ces dominations, mais leur recherche de la justice passe par des connaissances objectives et des principes universels, alors que les postmodernistes rejettent carrément ces notions pour se centrer sur le ressenti des individus.

Le philosophe Michel Foucault justifiait cette vision du monde en ces termes :

« [...] Il faut admettre que le pouvoir produit du savoir ; que pouvoir et savoir s'impliquent directement l'un l'autre ; qu'il n'y a pas de relation de pouvoir sans constitution corrélatrice d'un champ de savoir, ni de savoir qui ne suppose et ne constitue en même temps des relations de pouvoir ». [2]

Autrement dit, le savoir issu des progrès de la connaissance serait en réalité une expression du pouvoir (des dominants), d'où ce scepticisme si radical quant à la possibilité de produire des connaissances objectives.

Ces idées en provenance de ce que les universitaires américains appelaient la « French Theory » ont eu leur part de pertinence à gauche, notamment dans les années 70, à l'époque où certains penseurs avaient tendance à effectivement tout ramener à la rationalité économique. Y compris les aspects qui ne s'y collent pas complètement. Notamment en ce qui touche le féminisme et le nationalisme de libération, qui ont des aspects culturels forts.

Aujourd'hui ce courant de pensée tombe dans des excès inverses. Jusqu'à prétendre que la subjectivité des individus devrait être considérée comme un fait normatif et devrait être traitée comme tel. C'est-à-dire de manière politique. Dès lors c'est le « sentiment d'injustice » et non le système qui provoque ces injustices qui devient le centre des préoccupations « woke ». On en arrive donc à des absurdités comme de voir des bourgeois de la haute société qui se la jouent victime puisque, autiste, femme, homosexuel, noir, etc., alors qu'ils sont objectivement des dominants de par leur statut social ou bien ces histoires de langues et de symbole, à des années lumières de ce qui provoque concrètement la marginalisation des minorités que l'on souhaite émanciper.

Pour eux, le fait essentiel n'est donc pas l'injustice ou la réalité de l'oppression, mais le ressenti de celle-ci, ce qui fait que la sécurisation des catégories de gens jugés opprimés passe bien avant la lutte contre le système qui engendre les discriminations [3]. C'est pour cette raison qu'il n'est pas contradictoire pour un « woke » de propager les pires généralisations sur les groupes dits dominants et, en revanche, de ne rien tolérer de ce qui touche (ou qui pourrait toucher) ceux qualifiés de dominés. Même si dans les faits les définitions de ces groupes sont toutes sauf scientifiques (surtout pour ce qui est des soi-disantes races) et que les discriminations décriées sont pratiquement toujours intersectionnelles [4]. Tout ce qui compte c'est l'état d'esprit du moment et de ce que l'on qualifie d'acceptable à l'instant T.

Comme je l'ai évoqué précédemment, cette pensée est en perpétuel mouvement et n'est pas limitée par le savoir objectif, alors ce qui est « acceptable » aujourd'hui ne le sera pas nécessairement demain. Un livre du 19e siècle comme « Nord contre Sud » (Jules Verne) dénonçant l'esclavage, mais qui utilise les termes de son époque sera inévitablement mis un jour à l'index, puisqu'il utilise le mot en « N » et utilise des stéréotypes. Je l'affirme, car c'est à peu près ce qui s'est passé pour la peinture « Life of Washington », qui est une peinture dénonçant l'esclavage, mais qui fut éliminé du lycée George Washington, parce que jugé raciste ! On en vient à censurer le fond en raison de la forme, puisque ce qui est recherché n'est pas la dénonciation de l'injustice, mais le maternage de population que l'on souhaite protéger de la société par l'illusion et le subterfuge (« les safes spaces »).

C'est probablement cet état d'esprit qui guide les choix des militantes comme Suzy Kies. Un livre comme Tintin en Amérique (1932) ne sera donc pas jugé sur son contenu (somme tout positif envers les Premières Nations, si nous tenons compte de l'époque), mais sur l'usage de termes et d'illustrations désormais jugés offensants. La question de l'appropriation culturelle et des déguisements ne sera pas non plus jugée sur la base de principes universels, mais sur la seule sensibilité des personnes touchées, même si celles-ci ne font pas partie de ces communautés d'après leurs propres principes.

Disons-le tout net, le « wokisme » est en phase de désintégration et ses propres contradictions sont en train de détruire le mouvement de l'intérieur, alors il n'est nul besoin d'en faire des tonnes sur les scandales estivaux et autres faits divers. Non, le problème réside dans l'effet « backlash » qui profite à la droite et

surtout à l'extrême droite, puisqu'elles se donnent de la légitimité sur leurs dérapages tout en récupérant des concepts qu'elle méprise, comme l'universalisme et l'antiracisme.

Non, il n'est pas normal que le racisme de la soi-disant « théorie critique de la race » (entre autres exemples) soit uniquement et hypocritement dénoncé que par les réactionnaires. Je sais qu'il est parfois difficile de critiquer son propre camp, sans se faire malmener par les adeptes de ces idées. Néanmoins, cela reste absolument nécessaire pour la salubrité idéologique des organisations progressistes, en plus de les aider à rester en phase avec les masses laborieuses qui ne suivent pas ce genre d'évolution sociétale (du moins, pas à cette vitesse).

Rappelons que les principes du socialisme ont pris du galon en 150 ans et si moi-même je ne suis rien, j'hérite de siècles d'universalisme et de science, alors j'ai moins besoin de me référer à mon propre ressenti et à mes intérêts individuels, pour juger une situation, que d'une grille d'analyse doctrinale efficace et de connaissances scientifiques solides. *Est-ce que quelque chose est juste ou vrai ? Et surtout, est-ce que ça l'est pour tous les humains et dans tous les cas ?* Voici le genre de questions qui doivent prédéterminer un avis éclairé et minimalement objectif.

Brûler des livres ou recycler les pseudosciences, parce que ça serait sécurisant pour certains, n'est pas acceptable éthiquement et ne change de toute façon rien aux problèmes concrets vécus par les populations marginalisées. Les bulles de protection ne sont que des illusions qui nuisent au véritable combat pour l'émancipation, puisqu'il ne s'agit que d'une version 2.0 de la bonne vieille « opium du peuple », toujours aussi dommageable qu'auparavant.

La vérité et la justice sont des concepts vaste et parfois flou, je l'admets sans problème, mais ils sont aussi porteurs d'objectivité et d'universalisme. S'il y a parfaitement lieu de traiter respectueusement les victimes systémiques de nos sociétés et d'adapter notre démarche en conséquence, il faut savoir se garder de catégoriser les humains dans des cases identitaires et ainsi leur présumer des caractères négatifs comme positifs, puisque le genre humain est équitablement dosé en défaut comme en qualité, peu importe les catégories duquel on parle [5].

Reste à ce que le genre humain soit équitablement dosé en droit et justice sociale, car c'est bien par cette voie que nous éliminerons les stéréotypes et les préjugés et certainement pas en cachant ou en brûlant les souvenirs du passé !

Benedikt ARDEN, septembre 2021

[1] C'est un peu comme si on reprochait à George Lukas, dans la première trilogie Star Wars, de ne pas avoir donné assez de place à la diversité dans les rangs de l'empire, alors que l'esthétique de celle-ci est directement calquée sur le 3e Reich (tous des hommes blancs), dans l'objectif plus qu'évident de créer un contraste avec les rebelles, qui eux sont mixtes (hommes, femmes, aliens, etc.).

[2] Cité depuis l'étude « L'idéologie woke. Anatomie du wokisme (1) »

[3] L'exemple typique est le concept de « pauprophobie » ou de « classisme » qui entend protéger les pauvres des préjugés des riches, alors que c'est la conscience de classe, résultante de ce « classisme », qui est à l'origine de la lutte des classes, donc de l'émancipation des pauvres.

[4] Les gens faisant partie d'une catégorie de dominés font généralement partie d'une des catégories dominantes et sont donc à la fois dominés et dominants. La réalité est plus complexe que les slogans.

[5] Je parle ici des catégories identitaires et non pas des classes sociales, puisque celles-ci sont productrices d'intérêt de classe, donc de croyances idéologiques affiliées à ces classes.

<http://www.rebellium.info/2021/09/des-autodafes-et-des-bonnes-intentio...>

URL de cet article 37385 : <https://www.legrandsoir.info/des-autodafes-et-des-bonnes-intentions.html>

Le rôle de l'extrême droite : faire oublier la crise écologique

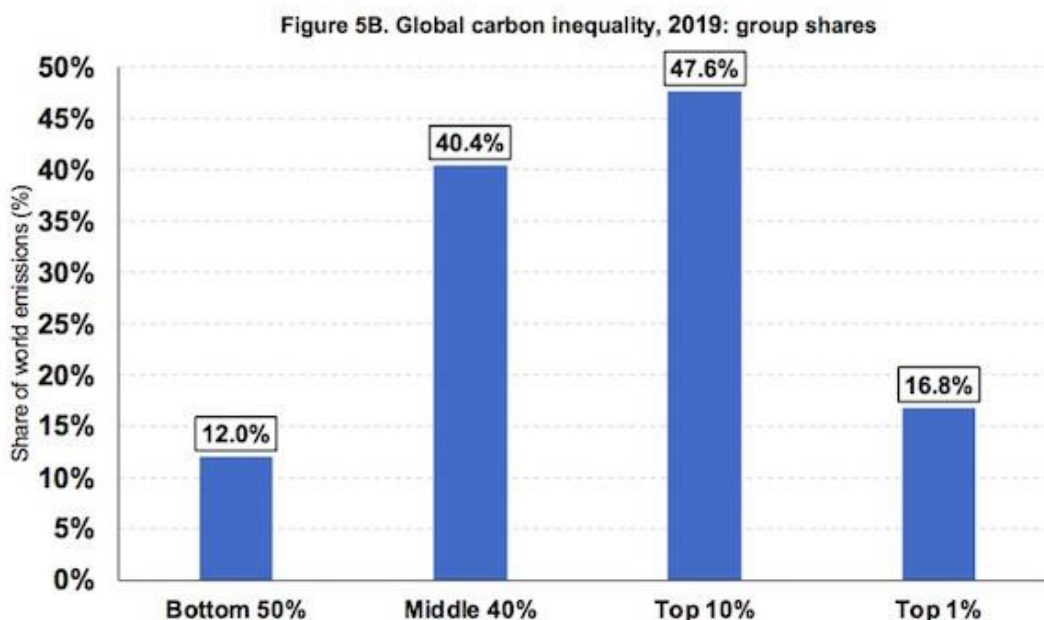
L'attraction de M. Zemmour suscitée par les médias oligarchiques détourne l'attention des problèmes urgents de la crise écologique. La fonction de la haine contre l'islam et les migrants ? Maintenir le système actuel de privilèges. Au risque d'entrer dans une spirale incontrôlable de violence et de chaos.

Un voyageur persan en serait ébahi : comment le pays qui s'est longtemps glorifié d'être la « patrie des droits de l'Homme » peut-il glisser avec une délectation morbide vers une forme moderne de fascisme ? Comment un histrion de plateaux télé, plusieurs fois condamné pour provocation à la discrimination raciale et à la haine religieuse, peut-il se retrouver en position d'imaginer accéder à la présidence de la République ? Comment un milliardaire habile, héritier d'une fortune bâtie sur l'exploitation coloniale et coupable de corruption en Afrique, a-t-il pu donner une audience inespérée à M. Zemmour, à travers les médias qu'il avale avec un appétit d'ogre pour les transformer en relais de propagande d'extrême droite ? Pourquoi les autres médias des oligarques rabâchent-ils à longueur de colonnes et d'antennes les thèmes de l'insécurité, de l'islam, de l'identité, par la voix de journalistes serviles ?

Le voyageur informé de l'état du monde ne serait pas moins éberlué de l'ignorance qu'affecte cette clique hurlante à l'égard du problème urgent qu'affronte l'humanité en ce début de XXI^e siècle : la catastrophe écologique, documentée par d'innombrables rapports scientifiques comme par l'expérience que vivent des dizaines de millions de victimes des inondations, feux de forêt, sécheresses, événements qui se répètent à une allure accélérée d'année en année. Mais les médias des oligarques, partis de droite, d'extrême droite et d'extrême centre continuent à agir et à s'agiter comme s'il ne s'agissait que d'un problème périphérique, auquel la merveilleuse énergie nucléaire saurait répondre magiquement.

Fait significatif : dans leur vie même, les dominants se sentent si invulnérables qu'ils achètent à coups de millions des villas dans des zones appelées à être submergées durant les prochaines décennies.

Le secret de cette dissonance cognitive massive tient en un misérable petit secret : la cupidité – ou plutôt l'amour du « seul dieu moderne auquel on ait foi, l'Argent dans toute sa puissance », selon l'expression de Balzac. Les riches, puisqu'il faut les appeler par leur nom, tiennent à préserver par-dessus tout leur situation privilégiée. Celle-ci est étroitement corrélée avec leur impact écologique, comme vient de le montrer la nouvelle étude du World Inequality Lab qui montre que le groupe des 1 % les plus riches de la planète émettent 16,8 % des émissions de gaz carbonique, plus que les 50 % du bas de l'échelle des revenus !



Part d'émissions de CO₂ par les différents groupes de revenus dans le monde. Chancel, World Inequality Lab, 2021

À la conséquence logique qu'entraîne ce constat – il faut diminuer drastiquement la prodigalité des ultra-riches –, ceux-ci opposent une réponse butée : non ! Et divertissent l'opinion publique par tous les puissants moyens d'influence dont ils disposent, en agitant le spectre d'une invasion de migrants ou en assurant que les miracles technologiques résoudront l'épineux problème écologique qu'on ne peut tout à fait dissimuler. Les deux positions

ne sont d'ailleurs pas opposées, mais se mêlent dans des proportions différentes selon la place que l'on entend assurer dans l'éventail idéologique du capitalisme autoritaire.

Pendant que le réchauffement climatique se poursuit à une cadence que rien ne semble pouvoir infléchir, comme l'indique le rapport de l'Organisation météorologique mondiale publié ce jour, « *l'industrie de la sécurité* » trouve ainsi dans les dispositifs anti-migrants un nouveau relais de sa croissance ininterrompue. Plus globalement, les pays riches dépensent bien plus pour renforcer leurs frontières contre les migrants, que pour aider les pays pauvres d'où ils viennent à affronter la crise climatique. Cette politique et l'excitation raciste qu'entretient une large partie de l'oligarchie ne peuvent que conduire à un avenir de plus en plus violent et chaotique.

On ne peut que le répéter : face à cette évolution mortifère, seule une politique fermement engagée dans l'écologie, dans la prise en compte de l'urgence climatique, de la sobriété, de la décroissance ouvre la voie d'un avenir pacifique et épanouissant. C'est à la faire fleurir que, modestement, mais tenacement, *Reporterre* œuvre jour après jour. Et qu'à court terme, dans les trois semaines qui s'ouvrent, nous raconterons la conférence des Nations unies sur le climat, dite COP26, qui se déroulera à Glasgow à partir du 1^{er} novembre. Ces grandes conférences internationales sont souvent décevantes et semblent parfois inutiles. Elles ont cependant le mérite de rappeler que l'humanité est une, malgré ses divisions, et affronte un problème commun. De quoi se purger des replis identitaires et moroses.

C'est maintenant que tout se joue...

La communauté scientifique ne cesse d'alerter sur le désastre environnemental qui s'accélère et s'aggrave, la population est de plus en plus préoccupée, et pourtant, le sujet reste secondaire dans le paysage médiatique. Ce bouleversement étant le problème fondamental de ce siècle, nous estimons qu'il doit occuper une place centrale et quotidienne dans le traitement de l'actualité.

REPORTERRE

La peste Zemmour

L'irruption d'Éric Zemmour sur la scène électorale dans la perspective de la présidentielle est un fait incontournable, et c'est loin d'être une bonne nouvelle.

L'irruption d'Éric Zemmour sur la scène électorale est un fait. Incontournable. Sauf à vivre retiré du monde, sans télé, ni radio, ni journaux, ni réseaux sociaux. Même s'il fait mine d'y réfléchir encore, le polémiste a pris sa décision. Quand on fait coller ou laisse coller des affiches « *Zemmour président* », quand on démarché les maires pour recueillir leurs parrainages, quand on publie mi-septembre un livre au titre en forme de manifeste, *La France n'a pas dit son dernier mot*, avec sa photo en couverture sur fond de drapeau tricolore, on est candidat. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) ne s'y est pas trompé en demandant aux médias audiovisuels de « *décompter les interventions* » du polémiste « *portant sur le débat politique national* », provoquant l'arrêt de son émission quotidienne sur CNews. Depuis près de deux ans, il pouvait y diffuser ses idées nauséabondes sans contradicteur.

Toutefois, la fin de cette tribune ne l'empêche pas de saturer l'espace médiatique. Avant même la sortie de son brûlot, dont le *Figaro magazine* a publié les « bonnes feuilles », Zemmour croulait sous les invitations : C8, France 2, CNews, RTL Matin, BFM TV... Tous le veulent et multiplient les émissions et reportages sur lui, contribuant à l'installer au cœur de la campagne présidentielle qui débute, comme certains ont favorisé l'essor de sa candidature qui n'était, en 2015, qu'une mauvaise fiction imaginée par le futur directeur de la rédaction de *Valeurs actuelles* et publiée par une obscure maison d'édition d'extrême droite.

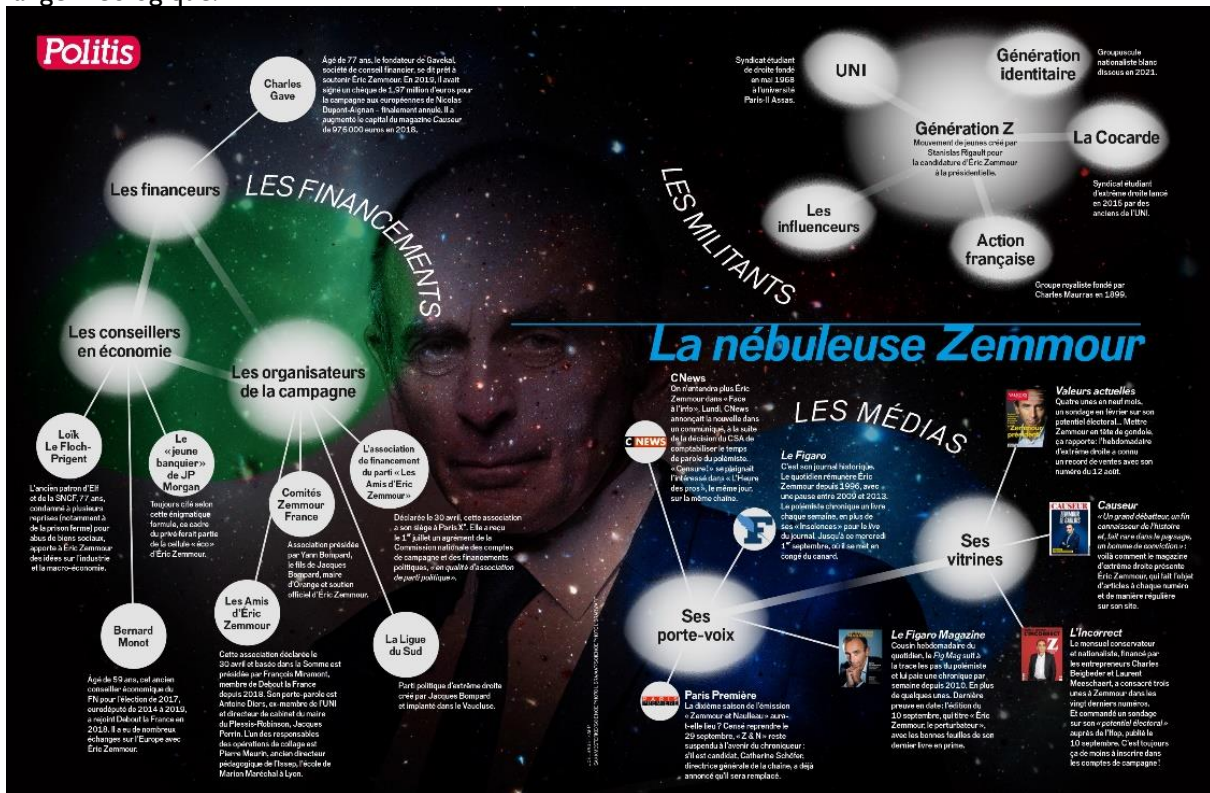
Six ans plus tard, l'éditorialiste, plusieurs fois condamné, a étendu ses réseaux. Il a ses supporters, regroupés en associations de soutien, suffisamment dévoués et organisés pour coller en une nuit 50 000 affiches. Des groupes nourrissent son argumentaire et travaillent à son programme.

Par comparaison, il contribue à rendre Marine Le Pen acceptable.

Il serait bien naïf d'accueillir son irruption dans la compétition élyséenne comme une bonne nouvelle. Certes, sa candidature concurrence Marine Le Pen et a tout d'« *une grenade dégoupillée visant à faire exploser la droite* », selon le mot de Damien Abad, président du groupe des députés LR. Mais c'est ignorer les effets délétères que cette candidature aura sur le débat présidentiel, où même un Michel Barnier est prêt à coller au discours zemmourien. Par ses écrits et ses propos, l'histrion a déjà bien ouvert la « fenêtre d'Overton » en sortant de la marginalité des discours radicaux sur l'immigration et contribuant à rendre par comparaison celui de

Marine Le Pen acceptable, voire raisonnable. Il entend bien pousser plus loin encore cette stratégie : « Si je vais à la présidentielle, c'est pour imposer mes thèmes. La présidentielle se joue autour d'une question et il faut imposer sa question et avoir les réponses », déclare-t-il un jour. « Je suis là pour choquer », ajoute-t-il le lendemain, parfaitement au fait des mauvais réflexes médiatiques et de la recherche permanente du buzz qui vont le propulser au centre du jeu. Et ça fonctionne.

Prédit-il qu'« en 2050 nous serons un pays à moitié islamique » et « en 2100 une République islamique » ? Léa Salamé interroge Gérald Darmanin sur cette prédiction. Prétend-il que la Seine-Saint-Denis est devenue une « enclave étrangère » où « la plupart des cafés sont réservés aux hommes par une loi non écrite » ? LCI met la question en débat avec échange musclé entre son editorialiste Pascal Perri et Stéphane Troussel, président PS de ce département. Après son invitation chez Ruquier samedi 11 septembre, nouvelle polémique : Zemmour, qui soutient la théorie complotiste du « grand remplacement » de la population européenne par une population immigrée, estime qu'« appeler son enfant Mohamed, c'est coloniser la France ». Une fois de plus les chaînes d'info et les matinales embrayent sur le sujet, tandis que sur CNews, Zemmour rallume le feu du procès Papon, victime à ses yeux d'« une justice politique »... À ce rythme, la campagne va se jouer dans la fange idéologique.



Michel SOUDAIS, publié le 15 septembre 2021

Un odieux bâillonnement

La persécution d'Éric Zemmour, en butte depuis des années à ce qu'il faut bien appeler une « censure », n'a que trop duré.

Je sais que c'est dangereux de l'exprimer publiquement, et qu'on encourt en l'énonçant les foudres de « *la maréchaussée de la bien-pensance* (1) ». Mais prenons notre courage à deux mains et disons-le tout de même : la persécution d'Éric Zemmour, en butte depuis des années à ce qu'il faut bien appeler – comme lui-même le fait si bien – une « censure » en bonne et due forme, n'a que trop duré.

Il y a onze ans déjà (2), *remember* : la presse et les médias lui avaient infligé l'avanie de lui offrir des tribunes seulement six jours sur sept – du lundi au vendredi sur RTL, le samedi matin dans *Le Figaro magazine*, le samedi après-midi sur iTélé, et le samedi soir sur France 2. Et le pauvre Homme (3) s'était à l'époque retrouvé bien seul lorsqu'il avait à si bon droit expliqué, dans l'hebdomadaire *Valeurs actuelles*, qu'il était la cible (et la victime) d'« *une logique d'inquisition revisitée par le totalitarisme soviétique* ».

Après cela, comme on sait, l'affreux calvaire a continué, et le gars n'est plus intervenu que tous les jours sur CNews, ou sur Paris Première, ou dans *Le Figaro magazine* – et partout ailleurs, bien sûr, à chaque fois qu'il publiait un nouveau bouquin pour dire que Pétain, d'accord, mais les femmes, les migrants et les musulmans, merci mais non, ça sera sans moi. C'était l'horreur, quand on y repense, et il lui a sans doute fallu des nerfs d'acier pour endurer si stoïquement ces constantes vexations – mais ce n'était rien encore.

Car il y a quelques mois, Zemmour, découvrant soudain que dix-sept Français es sur dix souhaitaient lui confier leur destin collectif, a décidé que, quand il serait grand, il serait chef de l'État français.

Et le voilà qui se lance sans jamais dire vraiment qu'il se lance, mais en laissant tout de même son avocat demander mercredi 8 septembre le report au lendemain du second tour de l'élection présidentielle de son énième procès pour provocation à la haine raciale en prétextant que « *chacun sait qu'il y a une forte probabilité pour que M. Zemmour soit candidat* » à cette « *élection* » – et en adressant tout de même à de nombreux maires une plaquette sollicitant leur signature (4).

Et là, scandale : le Conseil supérieur de l'audiovisuel, qui est chargé de veiller au respect du pluralisme, décide que ce gars qui se lance en politique doit être considéré comme un gars qui se lance en politique, et que son temps de parole doit donc être décompté comme celui de n'importe quel le autre aspirant e.

Et pis encore, en vingt-quatre heures, trois grands médias seulement – C8, *Le Figaro magazine* et France 2 – lui ont après cela permis de venir dire partout qu'il était partout censuré : tous les autres se sont contentés de lui consacrer (en tout) quelques dizaines d'articles ou de sujets.

Allons-nous tolérer longtemps cet odieux bâillonnement ?

(1) Cette délicieuse formule est de l'éditorialiste assisté Franz-Olivier Giesbert.

(2) En 2010, donc – si tu veux une calculette, demande : il doit me rester une vieille Texas Instruments TI-30 de l'époque où je suis sang et eau sur des équations à zéro inconnue.

(3) Je l'écris avec une majuscule, parce qu'il aime bien, je crois.

(4) Il en faut 500, comme on sait, pour pouvoir candidater à la présidentielle.

Sébastien FONTENELLE, publié le 15 septembre 2021

Éric Zemmour : marionnette ou épouvantail



Éric Zemmour, présent depuis plus de 20 ans dans les médias français, a eu le temps d'affûter ses armes comme chroniqueur au Figaro, pamphlétaire et polémiste quotidien sur CNews, chaîne télévisée appartenant à Vincent Bolloré, milliardaire, devenu magnat des médias. Depuis plus de deux mois, il sillonne le pays, menant une campagne électorale toujours pas officielle, et ses thèses inquiétantes notamment sur les Musulmans, les Noirs et les femmes sont propagées dans quasi tous les médias. Et pourtant il se présente et est présenté comme un personnage antisystème, s'attribuant une aura d'opposant subversif. En réalité, il courtise le monde politique, financier et médiatique dont il maîtrise les codes.

D'aucuns disent qu'il ne s'agit que d'un phénomène éphémère, un feu de paille, dont il ne faudrait pas amplifier l'importance, d'autres le considèrent comme une menace. Quoi qu'il en soit, ses positions racistes ont permis d'enfoncer certaines digues et de renforcer et radicaliser le discours dominant préexistant autour du triptyque obsessionnel de la droite et de l'extrême droite : l'immigration, l'insécurité et l'Islam. Entre-temps presque toute la classe politique reprend avec une certaine délectation ces thèmes déclinés dans toute leur laideur, au prix d'une compromission coupable. On se souvient du fameux rassemblement organisé en mai 2021 par des syndicats de police devant le Parlement où fascistes étaient réunis avec des communistes en passant par des sociaux-démocrates et des verts autour du thème de l'insécurité.

Une idéologie source de graves menaces

L'idéologie raciste de Zemmour est aussi primitive qu'opérante d'autant plus qu'elle se construit sur un fond vieux de plus d'un siècle de propagande antisémite. Le cœur de son discours s'articule autour du mythe d'un complot islamique (il y a cent ans c'était le complot juif) qui menacerait la France. Le « grand remplacement », théorisé par Renaud Camus, viserait à assujettir la France et à détruire la civilisation européenne. Ainsi, Zemmour affirme dans l'émission *C à vous* en septembre 2016 : « *Nous vivons depuis trente ans une invasion, une colonisation, qui entraîne une conflagration* », anticipant ni plus ni moins une « guerre civile ». Le tueur de Christchurch en Nouvelle-Zélande, lui aussi adepte du « grand remplacement », a franchi le pas en mettant en pratique cette idéologie meurtrière : le 15 mars 2019, Brenton Tarrant, terroriste australien, massacre 51 personnes dans une mosquée.

Zemmour persiste dans ses divagations paranoïaques quand en septembre 2019 lors de la Convention de la droite, il martèle qu'« *En France, comme dans toute l'Europe, tous nos problèmes sont aggravés par l'immigration : école, logement, chômage, déficits sociaux, dette publique, ordre public, prisons, qualifications professionnelles, urgences aux hôpitaux, drogue. Et tous nos problèmes aggravés par l'immigration, sont aggravés par l'Islam. C'est la double peine.* » Voilà qui, en guise de programme politique, est tranché : zéro immigration, zéro Islam et tous les problèmes des Français seraient résolus !

Le non-candidat ressasse que l'Islam ne serait « pas compatible avec la République » car « *en Islam il n'y a pas de musulmans modérés* ». Alors, faut-il les déporter ? lui demande le journaliste du *Corriere della Sera* le 30 octobre 2014. Il répond : « *Je sais, c'est irréaliste mais l'Histoire est surprenante. Qui aurait dit en 1940 qu'un million de Pieds-noirs, vingt ans plus tard, seraient partis d'Algérie pour revenir en France ? Ou bien qu'après la guerre, 5 ou 6 millions d'Allemands auraient abandonné l'Europe centrale et orientale où ils vivaient depuis des siècles ?* ».

Quoi faire, si ce n'est d'organiser la déportation des « intrus » qu'il appelle « remigration ». En janvier 2021, il explique sur C News : « *Vouloir la remigration, ce n'est pas être raciste. C'est considérer qu'il y a trop d'immigrés en France, ça pose un vrai problème d'équilibre de démographie et identitaire (...). La France est en danger.* » Le décor est planté, la réponse clairement exprimée.

Zemmour a bien d'autres obsessions dont celle des femmes n'est pas des moindres. Ses propos se suffisent à eux-mêmes. Dans son livre *Le Premier sexe* (2006), il affirme que « la virilité va de pair avec la violence, que l'homme est un prédateur sexuel, un conquérant ». Et décrivant un film des années 1970, il regrette amèrement cette époque où les femmes étaient plus complaisantes. « *Quand le jeune chauffeur de bus glisse une main concupiscente sur un charmant fessier féminin, la jeune femme ne porte pas plainte pour harcèlement sexuel. La confiance règne.* » Zemmour, machiste proclamé, est ainsi confronté à plusieurs plaintes de femmes pour harcèlement sexuel.

Des réseaux de soutien importants

Zemmour qui semblait agir en électron libre en tant que polémiste et pamphlétaire dispose de fait de puissants réseaux de soutien. Non seulement il provoque d'importants clivages au sein du Rassemblement national mais également du parti Les Républicains, lui permettant ainsi de siphonner de plus en plus de cadres et de militants, d'autant plus qu'il peut compter sur de nombreux groupes fascistes, en particulier les monarchistes de l'*Action française*.

Selon les enquêtes de Médiapart, ses comités de soutien locaux sont composés d'anciens du mouvement de Bruno Mégret, de membres de l'*Action française*, de la *Ligue du Midi* ou de *Génération identitaire* qui assurent notamment le service d'ordre, sans oublier des catholiques ultra-conservateurs, des anciens de l'OAS (Organisation de l'armée secrète) et d'autres nostalgiques de l'Algérie française. Les réseaux de la *Manif pour tous* lui seraient également d'une grande utilité. Et l'agitateur néo-libéral tenterait à présent une jonction avec des Gilets jaunes pour parer à sa réputation de représentant des riches.

Ces comités s'activent frénétiquement alors même que sa candidature n'est pas encore annoncée. Ils organisent ses tournées en France, les meetings et les déambulations, les rencontres de personnalités politiques, arrangent des levées de fonds et récoltent des parrainages d'élus. Les réseaux sociaux sont un outil auquel ont très largement recours ses lieutenants qui se recrutent souvent parmi des jeunes de *Génération Z*.

Si la vente des livres de Zemmour et ses conférences payantes lui rapporte des revenus substantiels, elles ne suffisent pas à financer la machine de propagande nécessaire pour le propulser au-devant de la scène. Mais surtout sans soutien d'hommes d'affaires influents, point de candidature. Charles Gave, financier, gestionnaire de fonds, serait prêt selon Médiapart à le soutenir financièrement, mais surtout à lui ouvrir son carnet d'adresses, notamment dans les milieux financiers londoniens, tandis que plusieurs jeunes banquiers l'accompagnent déjà dans sa conquête de l'électorat.

Pour accéder à cette notoriété, Zemmour, contrairement à l'image de victime de la censure qu'il renvoie et sur laquelle il s'auto-apitoie volontiers, peut compter sur une grande partie des médias. Tout d'abord ceux de Vincent Bolloré, homme d'affaires associé à la francafrique ayant racheté journaux et chaînes de TV pour servir la cause de l'extrême droite notamment à l'occasion de la campagne électorale. Cet oligarque l'a propulsé en lui ouvrant les plateaux de sa chaîne Cnews. Mais il n'est pas le seul, tout le spectre des médias d'extrême droite se repaît de ses propos fascistes, racistes et misogynes tandis que les autres courent après lui pour ramasser quelques miettes d'audimat supplémentaires.

Marionnette de Macron ?

Penser que cette propagande est marginale et ne serait que le produit d'un cerveau retors, ne prend pas la mesure de l'effondrement sociétal et de la crise du capitalisme. Zemmour n'est pas isolé dans ses égarements, la classe politique dans sa quasi-totalité l'accompagne dans cette dérive. Si un gouvernement Macron sous couvert de lutte contre le séparatisme fait la chasse aux Musulmans et interdit des associations de lutte contre l'islamophobie, si un Darmanin tire sur tout ce qui ne fait pas allégeance à une notion tronquée et étriquée de la République, ne préparent-ils pas le terrain d'un régime autoritaire ? Zemmour pourrait facilement être exclu du champ politique d'autant plus qu'il a déjà été condamné pour provocation à la haine raciale. Pour le moment il semble servir les desseins d'Emmanuel Macron. Mais ces calculs électoraux biaisés qui consistent à autoriser le durcissement de l'extrême droite pour qu'elle s'étripe et emporte la droite dans ses divisions afin de ramasser la mise électorale est un jeu dangereux.

La configuration à laquelle nous faisons face aujourd'hui évoque celle des années 1930 lorsque des riches industriels et financiers, ainsi que les médias et les politiques qui les servaient, brandissaient le complot juif pour installer un pouvoir fasciste et instrumentaliser les mouvements populaires. Comme le constate l'historien Enzo Traverso, la représentation de l'islam en tant que menace pour la culture européenne et les identités nationales sert à souder par la peur une communauté nationale socialement et économiquement fracturée. Cette stratégie politique réactionnaire a été développée aux XIXe et XXe siècles avec l'antisémitisme pour détourner l'opinion des thématiques autour de la précarisation des couches défavorisées et du creusement des inégalités. L'analogie avec l'actualité est frappante...

La montée du fascisme dans les années 1930 sur fond de crise systémique du capitalisme a exacerbé la propagande antisémite jusqu'à considérer les juifs responsables du marasme européen et justifier leur extermination. Ne l'oublions pas.

TISSA, Mondialisation.ca, 20 novembre 2021

La source originale de cet article est Mondialisation.ca. Copyright © Tissa, Mondialisation.ca, 2021

Les enjeux cachés de débats très médiatiques

Zemmour a démontré à l'extrême droite qu'il pourrait être un meilleur candidat que Marine Le Pen. Mélenchon est reparti à la conquête du leadership à gauche. Dans les débats Rousseau-Jadot, on n'est pas loin d'apercevoir, repeint en vert, le vieil antagonisme « réforme-révolution ».

Que faut-il retenir du débat Mélenchon-Zemmour ? Il serait vain de désigner un vainqueur. Les deux hommes ne parlent pas la même langue. Ils ne parlent pas de la même France. On aurait beau jeu, ici, de donner le point haut la main au leader de La France insoumise. La France dont il nous a parlé est la nôtre. Il l'a défendue avec brio. Celle dont rêve Zemmour nous fait horreur. Si la comparaison est impossible, sauf à céder à ce que les sociologues appellent le biais de confirmation, c'est qu'il n'y avait pas vraiment « match ». L'enjeu était ailleurs. Chacun dans son camp. C'est en cela d'ailleurs que le principe de ce débat reste discutable. On peut parier que Mélenchon n'a pas fait perdre le moindre électeur à Zemmour. Le pouvait-il seulement ? Il ne pouvait guère déconstruire un discours d'une cohérence en béton armé, fait de mensonges et de fantasmes. Une cohérence raciste, et réactionnaire jusqu'à la nausée. Et parfois toute proche de la droite libérale, quand il faut s'en prendre à un État-providence qui serait « devenu obèse ». Zemmour, c'est Xavier Bertrand plus le racisme. On aurait pu rêver qu'il s'effondre, façon Marine Le Pen en 2017. Mais le personnage, impur produit médiatique, est trop aguerri, et trop cynique. Il a gagné le seul duel qui lui importait, celui qu'il livrait à distance à la candidate du Rassemblement national. Il a démontré à l'électorat d'extrême droite, et de droite extrême, qu'il pourrait être un bien meilleur candidat qu'elle.

Mais de l'autre côté de la table, il y avait aussi un enjeu caché. Peu en visibilité au cours des dernières semaines, oublié des invitations médiatiques du dimanche, Mélenchon est reparti à la conquête du leadership à gauche. Chacun dans son couloir, donc. Du point de vue qui est le sien, le leader de La France insoumise a réussi son coup, sans jamais affaiblir celui qui lui faisait face. Mais il y avait dans cette affaire un autre enjeu caché. La guerre des médias. BFM n'a pas inventé la théâtralisation du duel politique. L'histoire en est déjà ancienne. Datons-la de 1974 (Giscard-Mitterrand). Elle a commencé aux États-Unis avec le mémorable affrontement Kennedy-Nixon, en 1960. Mais il fut un temps où le média servait la politique. Avec sa mise en scène tapageuse, ses annonces ronflantes, cette fois le média organisateur s'est plus servi de la politique qu'il ne l'a servie. Les commentateurs du microcosme ne s'y sont pas trompés. S'ils se sont bien gardés de désigner un vainqueur, ils sont allés voir du côté des audiences. Et là, le verdict est sans appel : BFM avec 3,8 millions de téléspectateurs a terrassé France 2 (presque quatre fois moins) qui donnait le même soir un soporifique duel Péresse-Darmanin. Deux transfuges de la même droite, en peine de se trouver des différences. Mélenchon lui-même n'est pas indifférent à cette guerre des médias dans laquelle il prend parti. Plutôt BFM que France 2... dont les journalistes politiques sont affublés par lui de la pire des épithètes : « macroniens ». Il a pleinement inscrit cette guerre des médias dans sa stratégie. Au lendemain de son duel, il pronostique dans son blog que Zemmour progressera « *en intention de votes* ». Mais il le fera, dit-il, en « *siphonnant* » les voix de Le Pen et de la droite. Achevons le raisonnement : plus Zemmour monte, et plus le ticket d'accès au second tour baisse. Et le fameux « *trou de souris* » dans lequel le candidat de La France insoumise espère se faufiler s'agrandit... Merci BFM !

Télé et radios nous ont offert la semaine dernière un autre genre de débats avec les deux écolos qualifiés pour le second tour de leur primaire. Découvrant avec surprise la qualité de la confrontation – et des audiences tout à fait honnêtes –, les médias se sont rués sur cette affiche inattendue. Combien de fois leur a-t-on fait répéter leurs arguments ? Qui n'a pas eu son débat Jadot-Rousseau ? Là aussi, on voit bien que l'enjeu de la concurrence médiatique a parfois supplanté l'enjeu politique, mais jamais au point de nous faire perdre de vue l'essentiel. Les Français ont pu mesurer combien l'écologie était sortie de l'adolescence pour acquérir une vraie crédibilité. [...] On n'est pas loin d'apercevoir, repeint en vert, le vieil antagonisme « réforme-révolution ». Les deux mots étant à prendre ici dans leur signification la plus honorable, celle de leur origine jaressienne, avant les trahisons. Jadot et Rousseau ont aussi montré avec force que l'écologie est de gauche parce qu'elle est impérativement sociale. EELV n'en a évidemment pas l'exclusivité. Mélenchon a un solide programme éco-social. Et, contrairement à ce qu'ont dit plusieurs analystes après la superproduction Mélenchon-Zemmour, les débatteurs n'ont pas donné à choisir entre deux « angoisses » (le péril climatique ou le grand remplacement) ou deux « apocalypses ». Cette symétrie-là est douteuse. Car si l'invasion de la civilisation chrétienne par l'islam est un fantasme chargé de haine, le péril climatique, lui, est bien là, et bien réel. Chaque jour un peu plus devant nos yeux et dans nos vies.

Denis SIEFFERT, publié le 29 septembre 2021 (Politis)

Pays-Bas, il est urgent d'interdire les algorithmes racistes

Le gouvernement néerlandais risque d'aggraver la discrimination raciale en continuant à utiliser des algorithmes non réglementés dans le secteur public, a déclaré Amnesty International dans un nouveau rapport accablant, où elle analyse l'affaire scandaleuse des allocations familiales aux Pays-Bas.

Intitulé *Xenophobic Machines* (« Les machines xénophobes »), ce rapport montre que des critères relevant du profilage racial ont été intégrés lors de l'élaboration du système algorithmique utilisé pour déterminer si des demandes d'allocations familiales devaient être considérées comme erronées et potentiellement frauduleuses. En conséquence, des dizaines de milliers de parents et de personnes ayant la charge d'enfants, appartenant pour la plupart à des familles à faibles revenus, se sont vu accuser à tort de fraude par les autorités fiscales néerlandaises, les membres de minorités ethniques étant touchés de manière disproportionnée. Si ce scandale a fait tomber le gouvernement néerlandais en janvier, les enseignements qui en ont été tirés restent insuffisants, malgré de nombreuses enquêtes.

« Des milliers de vies ont été détruites par un dispositif indigne, employant un algorithme xénophobe fondé sur le profilage racial. Les autorités néerlandaises risquent de reproduire cette erreur dramatique, car l'utilisation de systèmes algorithmiques n'est toujours pas encadrée par des garanties en matière de droits humains », a déclaré Merel Koning, conseillère principale sur les technologies et les droits humains à Amnesty International.

« Il est extrêmement préoccupant de constater que les Pays-Bas ne sont pas une exception. Partout dans le monde, les États s'empressent d'automatiser la prestation de services publics, mais ce sont les catégories les plus marginalisées de la société qui en subissent les plus lourdes conséquences. »

Amnesty International appelle tous les gouvernements à interdire immédiatement l'utilisation de données sur la nationalité et l'origine ethnique lors de l'attribution de cotes de risque à des fins d'application de la loi pour tenter de détecter des auteurs présumés d'infraction ou de fraude.

Une boucle discriminatoire

Dès le début, la discrimination raciale et ethnique a joué un rôle central dans l'élaboration du système algorithmique introduit en 2013 par l'administration fiscale néerlandaise pour détecter les demandes erronées et potentiellement frauduleuses d'allocations familiales. Les autorités fiscales des Pays-Bas ont utilisé le critère de la nationalité des personnes qui formulaient les demandes pour déterminer un facteur de risque, les ressortissants d'autres pays se voyant attribuer une cote de risque plus élevée.

Les parents et autres personnes ayant la charge d'enfants qui ont été désignés par le système ont vu leurs allocations suspendues et ont été soumis à des investigations agressives, caractérisées par des méthodes très dures, à une interprétation stricte de la législation, ainsi qu'à une politique impitoyable de recouvrement des allocations versées. En conséquence, les familles concernées ont eu des problèmes financiers dramatiques, allant de l'endettement au chômage en passant par l'expulsion, car les gens ne pouvaient plus payer leur loyer ou rembourser leurs prêts. D'autres personnes ont été confrontées à des problèmes de santé mentale et à des tensions dans leurs relations personnelles, qui ont abouti à des divorces et à l'éclatement des familles. L'algorithme était conçu de telle façon qu'il renforçait un préjugé institutionnel existant, établissant un lien entre la « race » ou l'origine ethnique et la criminalité et attribuant un type de comportement à un groupe racial ou ethnique tout entier.

Ces défauts de conception discriminatoires ont été reproduits par un mécanisme d'apprentissage automatique, ce qui signifie que l'algorithme s'est adapté au fil du temps en s'appuyant sur l'expérience acquise, sans réelle supervision humaine. Cela a abouti à une boucle discriminatoire, dans laquelle les non-ressortissants étaient considérés comme des fraudeurs potentiels plus fréquemment que les titulaires de la nationalité néerlandaise.

Non-respect de l'obligation de rendre des comptes

Lorsque le système signalait un fraudeur potentiel, un fonctionnaire devait procéder à une analyse manuelle, mais sans recevoir aucune information sur les raisons pour lesquelles la cote de risque indiquée était plus élevée. L'opacité de ce système de « boîte noire », dans lequel les données d'entrée et les calculs sont

invisibles, a donné lieu à un non-respect de l'obligation de rendre des comptes et à une absence de surveillance.

« Le système de boîte noire a abouti à un trou noir en matière de responsabilité, l'administration fiscale néerlandaise se reposant sur un algorithme pour l'aider à prendre des décisions, sans procéder à une surveillance en bonne et due forme », a déclaré Merel Koning.

Par un effet pervers, les autorités fiscales étaient incitées à saisir le plus de fonds possible, indépendamment de la véracité des accusations de fraude, car elles devaient prouver l'efficacité du système de prise de décision algorithmique. Pendant des années, les parents et personnes ayant la charge d'enfants que l'administration fiscale avait identifiés comme des fraudeurs n'ont obtenu aucune réponse quand ils demandaient ce qu'ils avaient fait de répréhensible.

Les conclusions du rapport *Xenophobic Machines* seront présentées le 26 octobre, lors d'un événement en marge de l'Assemblée générale des Nations unies consacré à la discrimination algorithmique. Cette année, Amnesty International lance un *Algorithmic Accountability Lab* – une équipe multidisciplinaire chargée de mener un travail d'investigation et de campagne sur les risques que présentent, en matière de droits humains, les systèmes automatisés de prise de décision dans le secteur public.

Amnesty International appelle les gouvernements à :

- mettre en place des systèmes efficaces de contrôle et de surveillance des systèmes algorithmiques dans le secteur public ;
- prévenir les violations des droits humains liées à l'utilisation de systèmes automatisés de prise de décision, notamment en instituant une évaluation obligatoire et contraignante des répercussions de ces systèmes sur les droits humains avant leur déploiement ;
- amener les responsables présumés de violations à rendre des comptes et offrir un recours utile aux personnes et aux groupes dont les droits ont été bafoués ;
- ne plus utiliser de boîtes noires et d'algorithmes d'apprentissage automatique lorsque la décision risque d'avoir des répercussions importantes sur les droits des personnes.

AMNESTY INTERNATIONAL, le 25 octobre 2021